

RAPPORT ANNUEL

2011

Reitmans  
(CANADA) LIMITÉE



Reitmans est le chef de file des détaillants spécialisés au Canada.

Nous mettons l'accent sur la clientèle et la valeur et nous visons l'excellence. En encourageant l'innovation, la croissance, le développement et le travail d'équipe, nous cherchons à offrir à notre clientèle ce qu'il y a de mieux sur le marché en termes de qualité et de valeur.

## À nos actionnaires

L'exercice 2011 aura connu ses hauts et ses bas. En effet, le début d'année caractérisé par un regain de confiance des consommateurs a peu à peu fait place à un second semestre plus exigeant.

Avec une recrudescence des ventes et une hausse des marges, la société a affiché une amélioration considérable pour son premier semestre de l'exercice. Or, un environnement hautement concurrentiel et des signes d'une diminution des dépenses des consommateurs dans les six derniers mois de l'exercice ont mis notre performance à rude épreuve.

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos le 29 janvier 2011 a augmenté de 1,3%, pour s'établir à 1 070 277 000 \$, contre 1 056 527 000 \$ pour l'exercice clos le 30 janvier 2010. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a régressé de 0,1%. Le bénéfice avant les intérêts, les impôts, l'amortissement et le revenu de placement (le « BAIIA ») a augmenté de 15,2% pour atteindre 182 604 000 \$ par rapport à 158 488 000 \$ pour l'exercice précédent. La marge brute de la société pour l'exercice clos le 29 janvier 2011 s'est accrue à 67,2% par rapport à 64,2% à l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le bénéfice net a augmenté de 29,4%, pour se chiffrer à 87 021 000 \$ (bénéfice dilué par action de 1,29 \$), comparativement à 67 236 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,98 \$) pour la même période l'exercice précédent.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2011, le BAIIA a reculé de 5 735 000 \$, ou 15,4% pour s'établir à 31 582 000 \$ comparativement à 37 317 000 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010. La marge brute de la société pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011 a légèrement diminué, passant de 65,0% au quatrième trimestre de l'exercice 2010, à 64,7%. Une amélioration de la marge brute attribuable à la vigueur du dollar canadien au quatrième trimestre de l'exercice 2011 a été annulée par une réduction attribuable à l'intensification des activités promotionnelles essentielles.

La société a dégagé des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 147 180 000 \$. Ceux-ci ont notamment servi à financer les coûts de construction de nouveaux magasins et de rénovation de magasins existants à hauteur de 37 501 000 \$, à accroître de 20 803 000 \$ le contenu de notre portefeuille de titres négociables, à acquérir à des fins d'annulation 30 112 000 \$ d'actions de catégorie A sans droit de vote, à verser des dividendes totalisant 51 895 000 \$ à nos actionnaires et à faire passer, en y injectant 23 844 000 \$, le solde de notre trésorerie et de nos placements à 300 447 000 \$ au 29 janvier 2011.

Au cours de l'exercice, la société a ouvert 31 nouveaux magasins et en a fermé 40. Par conséquent, au 29 janvier 2011, la société comptait 968 magasins en exploitation, soit 364 Reitmans, 158 Smart Set, 67 RW & CO., 75 Thyme Maternité, 22 Cassis, 161 Penningtons et 121 Addition Elle, comparativement à un total de 977 magasins au 30 janvier 2010.

Nous continuons de veiller à l'expansion de tous les secteurs de notre entreprise. Au cours de l'exercice 2012, nous prévoyons ouvrir 33 nouveaux magasins, en fermer 14 et en rénover 34. Nous poursuivons la modernisation de notre plateforme technologique et de notre centre de distribution. Nous continuons également d'investir dans nos ressources humaines en mettant de l'avant des programmes de perfectionnement et de formation des cadres. Nos liquidités et notre infrastructure nous permettent de repérer de nouvelles occasions d'affaires au moyen d'acquisitions et de développement.

La société poursuit sa stratégie visant à offrir aux consommateurs canadiens des vêtements mode à très bons prix. Nous sommes fiers des réussites des 80 dernières années et très confiants par rapport à l'avenir. Nous sommes convaincus d'avoir les meilleurs actifs parmi les détaillants spécialisés du Canada. Nos activités sont menées par des professionnels hautement motivés et extrêmement compétents. J'aimerais transmettre mes remerciements et ma gratitude les plus sincères à tous nos associés, fournisseurs, clients et actionnaires, car ces personnes sont responsables du succès des années passées, et nous comptons sur elles pour nous maintenir sur le chemin de la réussite.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman  
Le président du conseil et chef de la direction  
Montréal, le 30 mars 2011

# 2011

## Survol de l'année

Chiffre d'affaires	<b>1 070 277 000 \$</b>	<b>+ 1,3%</b>
BAIIA <sup>1</sup>	<b>182 604 000 \$</b>	<b>+ 15,2%</b>
Bénéfice avant impôts	<b>125 137 000 \$</b>	<b>+ 26,4%</b>
Bénéfice net	<b>87 021 000 \$</b>	<b>+ 29,4%</b>
Bénéfice par action <sup>2</sup>	<b>1,29 \$</b>	<b>+ 31,6%</b>
Encaisse et placements	<b>300 447 000 \$</b>	<b>+ 8,6%</b>
Magasins	<b>968</b>	<b>- 0,9%</b>

<sup>1</sup> Les présents faits saillants font référence au BAIIA, mesure financière non conforme aux PCGR qui se définit comme étant le bénéfice avant les intérêts, les impôts, l'amortissement et le revenu de placement. La société est d'avis que cette mesure fournit des renseignements significatifs sur son rendement ainsi que sur ses résultats d'exploitation. Toutefois, les lecteurs sont avisés qu'une telle mesure financière non conforme aux PCGR n'a pas de définition normalisée aux termes des PCGR et peut ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elle ne devrait pas être considérée isolément.

<sup>2</sup> Bénéfice par action après dilution.

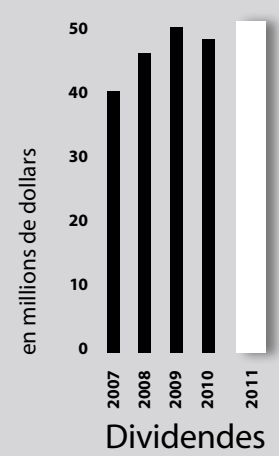
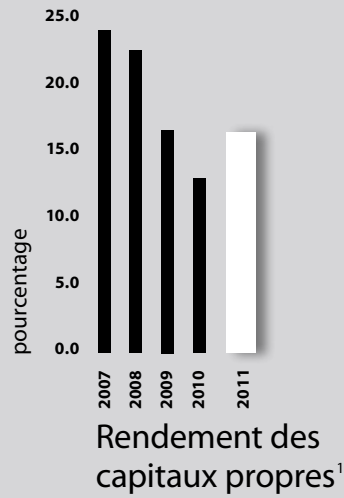
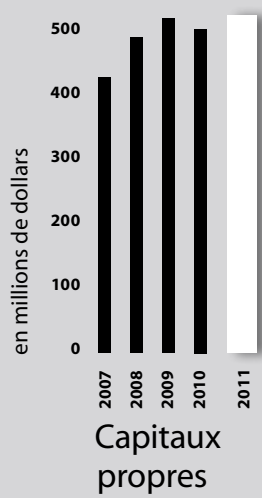
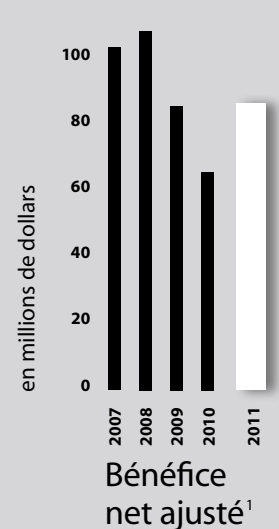
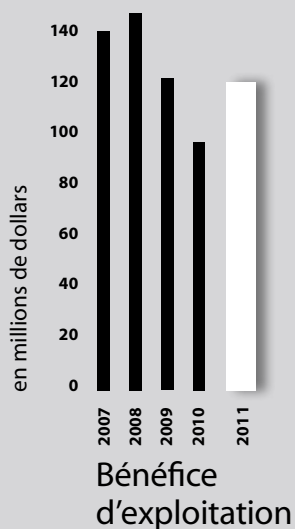
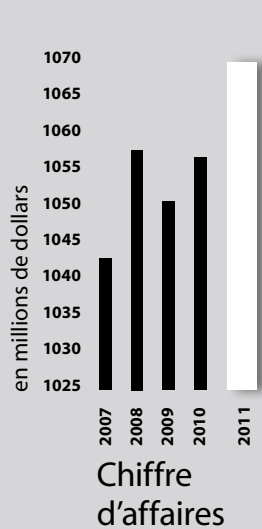
## Faits saillants des 5 dernières années

# Faits saillants

Pour les exercices terminés en :  
(en milliers, sauf les montants par action)  
(non audité)

	2011	2010	2009	2008	2007
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>					
1 <sup>er</sup> trimestre	238 978 \$	231 652 \$	228 318 \$	230 695 \$	222 969 \$
2 <sup>e</sup> trimestre	295 653	286 071	289 502	291 942	278 828
3 <sup>e</sup> trimestre	266 162	270 684	271 240	265 465	258 602
4 <sup>e</sup> trimestre	269 484	268 120	261 801	269 618	282 110
<b>Total</b>	<b>1 070 277 \$</b>	<b>1 056 527 \$</b>	<b>1 050 861 \$</b>	<b>1 057 720 \$</b>	<b>1 042 509 \$</b>
<b>BÉNÉFICE D'EXPLOITATION</b>					
1 <sup>er</sup> trimestre	22 780 \$	10 814 \$	25 372 \$	23 052 \$	27 564 \$
2 <sup>e</sup> trimestre	56 364	38 100	49 165	47 801	51 048
3 <sup>e</sup> trimestre	26 803	27 076	33 358	39 698	33 781
4 <sup>e</sup> trimestre	16 201	21 879	14 852	38 527	29 473
<b>Total</b>	<b>122 148 \$</b>	<b>97 869 \$</b>	<b>122 747 \$</b>	<b>149 078 \$</b>	<b>141 866 \$</b>
<b>BÉNÉFICE NET AJUSTÉ<sup>1</sup></b>					
1 <sup>er</sup> trimestre	16 471 \$	7 801 \$	18 436 \$	18 838 <sup>1</sup> \$	21 674 \$
2 <sup>e</sup> trimestre	39 875	26 426	35 385	32 540 <sup>1</sup>	33 593 <sup>1</sup>
3 <sup>e</sup> trimestre	19 274	18 921	23 004	27 869 <sup>1</sup>	23 823 <sup>1</sup>
4 <sup>e</sup> trimestre	11 401	14 088	8 981	28 506 <sup>1</sup>	23 433 <sup>1</sup>
<b>Total</b>	<b>87 021 \$</b>	<b>67 236 \$</b>	<b>85 806 \$</b>	<b>107 753<sup>1</sup> \$</b>	<b>102 523<sup>1</sup> \$</b>
<b>BÉNÉFICE DE BASE PAR ACTION AJUSTÉ<sup>1</sup></b>					
1 <sup>er</sup> trimestre	0,24 \$	0,11 \$	0,26 \$	0,27 <sup>1</sup> \$	0,31 \$
2 <sup>e</sup> trimestre	0,59	0,38	0,50	0,46 <sup>1</sup>	0,48 <sup>1</sup>
3 <sup>e</sup> trimestre	0,29	0,28	0,33	0,40 <sup>1</sup>	0,34 <sup>1</sup>
4 <sup>e</sup> trimestre	0,17	0,21	0,13	0,40 <sup>1</sup>	0,33 <sup>1</sup>
<b>Total</b>	<b>1,30 \$</b>	<b>0,98 \$</b>	<b>1,21 \$</b>	<b>1,53<sup>1</sup> \$</b>	<b>1,46<sup>1</sup> \$</b>
<b>BÉNÉFICE NET AJUSTÉ<sup>1</sup></b>	<b>87 021 \$</b>	<b>67 236 \$</b>	<b>85 806 \$</b>	<b>107 753<sup>1</sup> \$</b>	<b>102 523<sup>1</sup> \$</b>
<b>BÉNÉFICE DE BASE PAR ACTION AJUSTÉ<sup>1</sup></b>	<b>1,30 \$</b>	<b>0,98 \$</b>	<b>1,21 \$</b>	<b>1,53<sup>1</sup> \$</b>	<b>1,46<sup>1</sup> \$</b>
<b>CAPITAUX PROPRES PAR ACTION</b>	<b>523 700 \$</b> <b>7,90 \$</b>	<b>510 166 \$</b> <b>7,55 \$</b>	<b>522 539 \$</b> <b>7,43 \$</b>	<b>495 119 \$</b> <b>6,98 \$</b>	<b>436 119 \$</b> <b>6,12 \$</b>
<b>NOMBRE DE MAGASINS</b>	<b>968</b>	<b>977</b>	<b>973</b>	<b>958</b>	<b>920</b>
<b>DIVIDENDES VERSÉS</b>	<b>51 895 \$</b>	<b>49 351 \$</b>	<b>50 885 \$</b>	<b>46 930 \$</b>	<b>40 893 \$</b>
<b>PRIX DES ACTIONS À LA FIN DE L'EXERCICE</b>					
<b>ACTIONS DE CATÉGORIE A SANS DROIT DE VOTE</b>	<b>17,81 \$</b>	<b>16,14 \$</b>	<b>10,68 \$</b>	<b>17,12 \$</b>	<b>23,05 \$</b>
<b>ACTIONS ORDINAIRES</b>	<b>18,18 \$</b>	<b>15,00 \$</b>	<b>8,75 \$</b>	<b>16,50 \$</b>	<b>23,30 \$</b>

<sup>1</sup> Le bénéfice net ajusté et le bénéfice de base par action ajusté excluent l'incidence des avis de nouvelles cotisations d'impôts avec effet rétroactif du gouvernement du Québec en 2007 et en 2008.



<sup>1</sup> Le bénéfice net ajusté et le rendement des capitaux propres excluent l'incidence des avis de nouvelles cotisations d'impôts avec effet rétroactif du gouvernement du Québec en 2007 et en 2008.

# 968

## Magasins à travers le Canada

	<b>Reitmans</b>	<b>Smart Set</b>	<b>RW &amp; CO.</b>	<b>Thyme</b>	<b>Cassis</b>	<b>Penningtons</b>	<b>Addition Elle</b>	<b>Total</b>
Terre-Neuve	14	3	1	-	-	4	2	<b>24</b>
Île-du-Prince-Édouard	3	3	-	-	-	1	-	<b>7</b>
Nouvelle-Écosse	19	6	1	2	-	10	2	<b>40</b>
Nouveau-Brunswick	16	6	3	1	1	4	5	<b>36</b>
Québec	83	37	16	19	8	25	33	<b>221</b>
Ontario	116	61	25	28	8	57	42	<b>337</b>
Manitoba	14	5	2	2	-	6	3	<b>32</b>
Saskatchewan	13	3	-	2	-	8	4	<b>30</b>
Alberta	43	18	8	12	4	22	16	<b>123</b>
Colombie-Britannique	41	16	11	9	1	24	14	<b>116</b>
Territoires du Nord-Ouest	1	-	-	-	-	-	-	<b>1</b>
Yukon	1	-	-	-	-	-	-	<b>1</b>
	<b>364</b>	<b>158</b>	<b>67</b>	<b>75</b>	<b>22</b>	<b>161</b>	<b>121</b>	<b>968</b>

Inspiré par la femme modèle et non la top modèle, **REITMANS** habille avec style et à prix abordable la femme sous toutes ses formes. Avec ses **364 MAGASINS** et sa superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce au détail de mode féminine au Canada et se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service supérieur, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité. Reitmans, conçus pour la vraie vie. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne, à l'adresse [reitmans.com](http://reitmans.com).

Comptant **158 MAGASINS, SMART SET** est la destination mode de la jeune femme branchée âgée de 25 à 35 ans. D'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés, l'environnement dynamique de Smart Set offre à notre clientèle les produits en vogue dont elle a besoin pour élaborer la garde-robe qui convient à son style de vie. Smart Set offre une foule de styles à prix accessibles : des essentiels carrière aux accessoires, en passant par les vêtements d'allure urbaine et décontractée.

Regroupant **67 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants, **RW & CO.** répond aux besoins d'une clientèle formée de jeunes femmes et de jeunes hommes (de 18 à 30 ans) en leur proposant des tenues de ville et des vêtements décontractés originaux de qualité, à la mode et à prix raisonnables. Un environnement unique et décontracté, une attention authentique apportée à la clientèle et un marketing exceptionnel, tels sont les éléments sur lesquels repose la marque RW & CO.

**THYME**, chef de file canadien de la mode maternité, propose aux femmes enceintes des styles actuels et le service d'un personnel expert et amical. Thyme s'adresse à toutes les femmes enceintes qui désirent conserver un style branché et irrésistible tout au long de leur grossesse. Thyme exploite **75 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 2 400 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres.

**CASSIS**, la plus récente bannière de Reitmans (Canada) Limitée, exploite **22 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés. Situés dans des centres commerciaux régionaux importants, les magasins Cassis offrent des vêtements urbains décontractés et des vêtements de carrière qui reflètent la personnalité de notre clientèle : charismatique et jeune d'esprit. Nous privilégions des styles, des coupes et des tissus qui avantagent la silhouette de la femme dans la quarantaine, tout en sublimant l'énergie et l'attitude de ses 35 ans.

Exploitant **161 MAGASINS** d'un océan à l'autre, **PENNINGTONS** propose à la femme de taille plus un vaste choix de vêtements carrière et tout-aller, de lingerie et d'accessoires qui répondent à son style de vie. Pourvue d'un superbe assortiment de tenues classiques et contemporaines, offertes en tailles 14 à 32 et 1X à 6X, la mode Penningtons se veut abordable et seyante. On retrouve dans tous les magasins Penningtons la collection MXM qui s'adresse à une clientèle de taille plus, jeune et à l'avant-garde. D'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés, les magasins Penningtons sont situés dans des mégacentres et des mails linéaires. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Penningtons en ligne, à l'adresse [penningtons.com](http://penningtons.com).

Comptant **121 MAGASINS** répartis dans tout le Canada, **ADDITION ELLE** incite sa clientèle à faire sa marque avec une sélection épatante de vêtements classiques et contemporains au style assuré et aux prix abordables. En plus de collections carrière et week-end uniques, Addition Elle propose un choix ravissant de dessous, de tenues de nuit et de sport, de vêtements d'extérieur et d'accessoires. Elle offre aussi à ses plus jeunes clientes une collection tendance appelée MXM. D'une superficie moyenne de 6 100 pieds carrés, les magasins Addition Elle logent dans des mégacentres et des centres commerciaux d'un océan à l'autre. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Addition Elle en ligne, à l'adresse [additionelle.com](http://additionelle.com).



# Rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation

Pour l'exercice clos le 29 janvier 2011

# Rapport de gestion

---

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers audités de Reitmans pour l'exercice clos le 29 janvier 2011 ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Le présent rapport de gestion est daté du 30 mars 2011.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers de Reitmans ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada, à l'exception de certains renseignements désignés à titre de mesures financières non conformes aux PCGR, dont il sera question plus loin. Sauf indication contraire, tous les montants qui figurent dans le présent rapport sont libellés en dollars canadiens. Les états financiers et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 30 mars 2011.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse [www.reitmans.ca](http://www.reitmans.ca), ou sur le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## **DÉCLARATIONS PROSPECTIVES**

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date ci-contre, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, un nombre important desquels sont indépendants de la volonté de la société. Parmi ces risques, citons, sans limitation : l'impact de la conjoncture économique en général, la conjoncture générale de l'industrie de vente au détail, la saisonnalité, les conditions météorologiques et les autres risques qui sont inclus dans les documents publics de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée aux déclarations prospectives ci-incluses. Ces déclarations traitent seulement de la situation au jour où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf dans la mesure où les lois en valeurs mobilières qui s'appliquent ne l'y obligent.

## **MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR**

En plus des mesures du bénéfice conformes aux PCGR, le présent rapport de gestion contient des références à une mesure du bénéfice supplémentaire, le bénéfice avant les intérêts, les impôts, l'amortissement et le revenu de placement (le « BAIIA »). L'amortissement comprend la radiation des immobilisations. La société présente également le chiffre d'affaires des magasins comparables, qui est le chiffre d'affaires généré par les magasins ouverts depuis au moins un an. La société est d'avis que ces mesures fournissent des renseignements importants sur son rendement ainsi que sur ses résultats d'exploitation. Toutefois, les lecteurs sont avisés que ces mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée aux termes des PCGR et peuvent ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elles ne devraient pas être considérées isolément.



# Rapport de gestion

Le tableau qui suit présente le rapprochement du BAIIA aux mesures conformes aux PCGR présentées dans les états des résultats pour les douze mois et les trois mois clos le 29 janvier 2011 et le 30 janvier 2010.

	Pour les douze mois clos les		Pour les trois mois clos les	
	29 janvier 2011	30 janvier 2010	29 janvier 2011	30 janvier 2010
<b>Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice</b>	<b>125 137 000 \$</b>	99 015 000 \$	<b>17 099 000 \$</b>	21 647 000 \$
Intérêts sur la dette à long terme	<b>767 000</b>	846 000	<b>184 000</b>	204 000
Revenu de placement	<b>(3 756 000)</b>	(1 992 000)	<b>(1 082 000)</b>	28 000
Amortissement	<b>60 456 000</b>	60 619 000	<b>15 381 000</b>	15 438 000
<b>BAIIA</b>	<b>182 604 000 \$</b>	158 488 000 \$	<b>31 582 000 \$</b>	37 317 000 \$

## APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Reitmans est un détaillant canadien spécialisé dans les vêtements pour dames. La société détient sept bannières : Reitmans, Smart Set, RW & CO., Thyme Maternité, Cassis, Penningtons et Addition Elle. Chaque bannière vise un créneau précis du marché de détail et possède un programme de marketing qui lui est propre, de même qu'un site Web distinct. Ainsi, la société peut continuer d'améliorer ses marques et d'assurer une fidélisation accrue de sa clientèle. La société a plusieurs concurrents dans chacun de ces divers créneaux, y compris des chaînes de magasins spécialisées locales, régionales et nationales, des grands magasins ainsi que des concurrents étrangers. La société exploite des magasins partout au Canada, dans les galeries marchandes, les centres commerciaux linéaires et les mégacentres commerciaux de même que sur les grandes artères commerciales. La société veille au développement constant de tous ses secteurs d'activité en investissant dans les magasins, la technologie et son personnel. La société poursuit sa croissance en continuant d'offrir aux consommateurs canadiens des vêtements et des accessoires de mode à prix abordables offrant le meilleur rapport qualité-prix.

La société exploite un site Web de commerce électronique de marchandises pour sa bannière Reitmans et ses bannières taille plus (Penningtons et Addition Elle). Ce canal de vente en ligne offre la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

## PRINCIPAUX RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

	Pour les exercices clos les		
	29 janvier 2011	30 janvier 2010	31 janvier 2009
Chiffre d'affaires	<b>1 070 277 000 \$</b>	1 056 527 000 \$	1 050 861 000 \$
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	<b>125 137 000</b>	99 015 000	127 177 000
Bénéfice net	<b>87 021 000</b>	67 236 000	85 806 000
Bénéfice par action (« BPA »)			
De base	<b>1,30</b>	0,98	1,21
Dilué	<b>1,29</b>	0,98	1,21
Total de l'actif	<b>657 624 000</b>	631 392 000	633 165 000
Dette à long terme <sup>1</sup>	<b>10 047 000</b>	11 431 000	12 731 000
Dividendes par action	<b>0,78</b>	0,72	0,72

<sup>1</sup> Compte non tenu de la tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an, des crédits reportés au titre des contrats de location et du passif au titre des prestations constituées.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE COMPORTANT 52 SEMAINES CLOS LE 29 JANVIER 2011 (L'« EXERCICE 2011 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE COMPORTANT 52 SEMAINES CLOS LE 30 JANVIER 2010 (L'« EXERCICE 2010 »)

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2011 a augmenté de 1,3 %, pour s'établir à 1 070 277 000 \$, contre 1 056 527 000 \$ pour l'exercice 2010. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a diminué de 0,1 %. Les conditions de vente difficiles connues plus tôt au cours de l'exercice dans l'Ouest du Canada ont persisté, tandis que l'Est du Canada, en particulier au Québec et en Ontario, a affiché une hausse du chiffre d'affaires. Au cours du premier semestre de l'exercice 2011, la société a enregistré une forte hausse des ventes, cependant le marché du détail s'est fait plus difficile aux troisième et quatrième trimestres. Dans son rapport sur l'indice des prix à la consommation de janvier 2011, Statistique Canada a déclaré que, bien que l'indice des prix à la consommation se soit accru dans nombre de secteurs, les prix du secteur des vêtements et des chaussures ont continué de décroître d'un exercice à l'autre, accusant une baisse de 2,0 % en décembre 2010, suivie d'une diminution de 2,4 % en janvier 2011. La pression à la baisse sur les prix au détail des vêtements s'explique principalement par la concurrence grandissante ainsi que par les clients qui exigent des prix avantageux. Malgré tout, la société a pu maintenir son chiffre d'affaires relativement à celui des magasins comparables grâce à la valeur des produits qu'elle continue à offrir, qui reflètent un bon rapport qualité-prix.

# Rapport de gestion

Pour l'exercice 2011, le BAIIA a augmenté de 24 116 000 \$, ou 15,2 %, pour s'établir à 182 604 000 \$, comparativement à 158 488 000 \$ pour l'exercice 2010. La marge brute de la société a progressé de 41 371 000 \$ pour s'élever à 67,2 % pour l'exercice 2011 par rapport à celle de 64,2 %, pour l'exercice 2010. Puisque la société règle la majeure partie de ses achats de marchandises en dollars américains, une variation importante de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain a une incidence sur le bénéfice. Malgré une faible progression des ventes par rapport à celles de l'exercice précédent, la marge brute a affiché une hausse considérable découlant principalement de l'incidence positive de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain. Pour l'exercice 2011, le taux de change moyen du dollar américain était de 1,03 \$ CA, contre 1,13 \$ CA pour l'exercice 2010. Les prix au comptant relativement à 1,00 \$ US pour l'exercice 2011 ont varié entre un plafond de 1,08 \$ CA et un plancher de 0,99 \$ CA (respectivement, 1,30 \$ et 1,03 \$ pour l'exercice 2010). Comparativement à l'exercice 2010, les variations du dollar américain de l'exercice 2011 ont eu une incidence positive sur les marges brutes de près de 22 000 000 \$. Les éléments importants des coûts d'exploitation qui ont augmenté en tant que pourcentage des ventes comprennent une hausse de 24 points des salaires du personnel en magasin, en raison principalement de l'augmentation du taux de salaire minimum dans divers territoires ainsi que d'une augmentation de 29 points de base des loyers et des coûts d'occupation.

La charge d'amortissement pour l'exercice 2011 s'est élevée à 60 456 000 \$, contre 60 619 000 \$ pour l'exercice 2010. Elle comprend un montant de 1 761 000 \$ au titre de radiations découlant de la fermeture et des activités de rénovation de magasins, comparativement à un montant de 1 670 000 \$ pour l'exercice 2010.

Le revenu de placement pour l'exercice 2011 a augmenté de 88,6 %, pour s'établir à 3 756 000 \$, comparativement à 1 992 000 \$ pour l'exercice 2010. Les intérêts créditeurs ont augmenté pour l'exercice 2011, s'établissant à 1 225 000 \$, contre 677 000 \$ pour l'exercice 2010, en raison de l'amélioration des taux d'intérêt sur les placements à court terme. Le revenu de dividendes pour l'exercice 2011 s'est élevé à 2 640 000 \$, comparativement à 2 109 000 \$ pour l'exercice 2010. La cession de titres négociables au quatrième trimestre de l'exercice 2011 a entraîné un montant net de pertes en capital de 109 000 \$ pour l'exercice 2011, comparativement à des pertes en capital d'un montant net totalisant 794 000 \$ pour l'exercice 2010.

Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme ont diminué pour atteindre 767 000 \$ pour l'exercice 2011, comparativement à 846 000 \$ pour l'exercice 2010. Cette baisse reflète le remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société.

La charge d'impôts pour l'exercice 2011 s'est élevée à 38 116 000 \$, selon un taux d'imposition effectif de 30,5 %, par rapport à 31 779 000 \$ pour l'exercice 2010, selon un taux d'imposition effectif de 32,1 %. La réduction du taux d'imposition effectif résulte de modifications apportées aux taux d'imposition pratiquement en vigueur dans les divers territoires fiscaux.

Pour l'exercice 2011, le bénéfice net a augmenté de 29,4 %, pour se chiffrer à 87 021 000 \$ (bénéfice dilué par action de 1,29 \$), comparativement à 67 236 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,98 \$) pour l'exercice 2010.

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. Pour l'exercice 2011, ces achats, payables en dollars américains, se sont chiffrés à environ 225 000 000 \$ US. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus trois mois. En raison de la remontée du dollar canadien pendant la majeure partie de l'exercice 2011, la société a satisfait à ses obligations en dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au cours de l'exercice 2011, la société a ouvert 31 magasins, soit 10 Reitmans, 2 Smart Set, 2 RW & CO., 2 Thyme Maternité, 5 Cassis, 5 Penningtons et 5 Addition Elle, et elle en a fermé 40. Conséquemment, au 29 janvier 2011, la société comptait 968 magasins en exploitation, soit 364 Reitmans, 158 Smart Set, 67 RW & CO., 75 Thyme Maternité, 22 Cassis, 161 Penningtons et 121 Addition Elle, comparativement à un total de 977 magasins à la fin de l'exercice 2010.

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue de les vendre dans le cours normal des activités.

## **RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE COMPORTANT 52 SEMAINES CLOS LE 30 JANVIER 2010 (L'« EXERCICE 2010 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE COMPORTANT 52 SEMAINES CLOS LE 31 JANVIER 2009 (L'« EXERCICE 2009 »)**

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2010 s'est accru de 0,5 % pour atteindre 1 056 527 000 \$, contre 1 050 861 000 \$ pour l'exercice 2009. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a diminué de 1,0 %, baisse qui s'explique notamment par une réduction des dépenses à la consommation, les ménages ayant ressenti les effets de la récession pendant la plus grande partie de l'exercice 2010. De modestes hausses du chiffre d'affaires se sont néanmoins matérialisées au quatrième trimestre, lorsque la conjoncture économique s'est améliorée et que les consommateurs semblaient reprendre confiance dans un contexte de reprise. D'autres données sont venues étayer cette interprétation lorsque le chiffre

d'affaires ajusté en fonction de la saisonnalité dans le secteur du vêtement a affiché une hausse de 1,2 % entre novembre et décembre 2009 et de 1,5 % entre décembre 2008 et décembre 2009, selon les chiffres de Statistique Canada. À l'échelle régionale, le chiffre d'affaires a été le plus durement touché dans l'Ouest, le rythme de la reprise demeurant plus faible en Alberta que dans le reste du Canada. Le chiffre d'affaires peut être fortement influencé par les conditions climatiques, qui ont été tempérées à l'échelle du Canada, la plupart des provinces enregistrant des températures près des normales pendant la plus grande partie de 2009, malgré un printemps frais dans l'ensemble du pays. Le niveau des précipitations s'est situé à plus de 20 % au-dessous des normales dans l'Ouest du Canada, tandis que l'Est a enregistré un niveau de 20 % supérieur à la normale. Étant donné la forte concentration des magasins en Ontario et au Québec, ces conditions expliquent en partie la baisse relative du chiffre d'affaires pendant l'été.

Le BAIIA de l'exercice 2010 a diminué de 22 443 000 \$, ou 12,4 %, pour s'établir à 158 488 000 \$, comparativement à 180 931 000 \$ pour l'exercice 2009. Par rapport à celle de 65,4 % de l'exercice 2009, la marge brute de la société pour l'exercice 2010 a diminué de 8 973 000 \$ pour s'établir à 64,2 %. Bien que le chiffre d'affaires soit demeuré presque inchangé par rapport à l'exercice précédent, cette réduction de la marge brute s'explique principalement par l'incidence défavorable des fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le taux de change moyen pour un dollar américain était de 1,13 \$ CA à l'exercice 2010, contre 1,08 \$ CA à l'exercice 2009. Le dollar canadien est demeuré faible par rapport au dollar américain tout au long du premier trimestre de l'exercice 2010, puis il a repris de la vigueur pendant tout le reste de l'exercice 2010. Les prix au comptant relativement à 1,00 \$ US pour l'exercice 2010 ont varié entre un plafond de 1,30 \$ CA et un plancher de 1,03 \$ CA (respectivement 1,30 \$ et 0,97 \$ pour l'exercice 2009). À l'exercice 2010, la fluctuation du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 10 000 000 \$ sur la marge brute par rapport à son niveau de l'exercice 2009. Les éléments importants des coûts d'exploitation expliquant la baisse du BAIIA comprennent une hausse de 10 000 000 \$ des charges liées au régime incitatif de primes de la société et une augmentation d'environ 4 000 000 \$ des loyers et des coûts d'occupation.

La charge d'amortissement pour l'exercice 2010 s'est élevée à 60 619 000 \$, contre 58 184 000 \$ pour l'exercice 2009. Cette hausse reflète l'accroissement des activités de construction et de rénovation de magasins menées par la société. Elle comprend également un montant de 1 670 000 \$ au titre de radiations découlant de la fermeture et des activités de rénovation de magasins, comparativement à un montant de 2 577 000 \$ pour l'exercice 2009.

Le revenu de placement pour l'exercice 2010 a diminué de 62,8 %, pour s'établir à 1 992 000 \$, comparativement à 5 351 000 \$ pour l'exercice 2009. Les intérêts créditeurs ont diminué pour l'exercice 2010, s'établissant à 677 000 \$, contre 5 982 000 \$ pour l'exercice 2009, en raison de montants plus faibles investis à des taux d'intérêt beaucoup moins élevés. Le revenu de dividendes de 2010 s'est élevé à 2 109 000 \$, contre 1 719 000 \$ pour l'exercice 2009. La cession de titres négociables au quatrième trimestre de l'exercice 2010 a entraîné un montant net de pertes en capital de 794 000 \$ pour l'exercice 2010, lesquelles ont été reportées en arrière à des fins fiscales afin de permettre à la société de recouvrer les impôts d'exercices antérieurs, comparativement à des pertes en capital d'un montant net totalisant 2 350 000 \$ pour l'exercice 2009.

Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme ont diminué pour atteindre 846 000 \$ pour l'exercice 2010, en regard de 921 000 \$ pour l'exercice 2009. Cette baisse reflète le remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société.

La charge d'impôts de l'exercice 2010 s'est élevée à 31 779 000 \$, soit un taux d'imposition effectif de 32,1 %, par rapport à 41 371 000 \$ pour l'exercice 2009, selon un taux d'imposition effectif de 32,5 %. Cette réduction du taux d'imposition effectif résulte de modifications apportées aux taux d'imposition pratiquement en vigueur dans les divers territoires fiscaux.

Pour l'exercice 2010, le bénéfice net a reculé de 21,6 % pour se chiffrer à 67 236 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,98 \$), comparativement à 85 806 000 \$ (bénéfice dilué par action de 1,21 \$) pour l'exercice 2009.

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. Pour l'exercice 2010, ces achats, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 200 000 000 \$ US. La société a recours à diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus trois mois. En raison de l'affermissement du dollar canadien au cours de la quasi-totalité de l'exercice 2010, la société a satisfait à son obligation en matière de dollars américains grâce à des achats au prix au comptant.

Pour l'exercice 2010, la société a ouvert 24 magasins, soit 7 Reitmans, 3 Smart Set, 7 RW & CO., 1 Thyme Maternité, 2 Cassis, 3 Penningtons et 1 Addition Elle, et elle en a fermé 20. Ainsi, au 30 janvier 2010, la société comptait 977 magasins en exploitation, soit 369 Reitmans, 164 Smart Set, 66 RW & CO., 76 Thyme Maternité, 17 Cassis, 162 Penningtons et 123 Addition Elle, comparativement à un total de 973 magasins à la fin de l'exercice 2009.

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue de les vendre dans le cours normal des activités.

# Rapport de gestion

## **RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 29 JANVIER 2011 (LE « QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 30 JANVIER 2010 (LE « QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010 »)**

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011, l'environnement du secteur du commerce de détail est devenu plus difficile pour la société. Les conditions de vente difficiles connues plus tôt au cours de l'exercice dans l'Ouest du Canada ont persisté, tandis que l'Est du Canada, en particulier au Québec et en Ontario, a affiché un meilleur chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre de l'exercice 2011 a augmenté de 0,5 %, pour s'établir à 269 484 000 \$, contre 268 120 000 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a quant à lui reculé de 0,6 %. Dans son rapport sur l'indice des prix à la consommation de janvier 2011, Statistique Canada a déclaré que, bien que l'indice des prix à la consommation se soit accru dans nombre de secteurs, les prix du secteur des vêtements et des chaussures ont continué de décroître d'un exercice à l'autre, accusant une baisse de 2,0 % en décembre 2010, suivie d'une diminution de 2,4 % en janvier 2011. La pression à la baisse sur les prix au détail des vêtements s'explique principalement par la concurrence grandissante ainsi que par les clients qui exigent des prix avantageux.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011, le BAIIA a fléchi de 5 735 000 \$, ou 15,4 %, pour s'établir à 31 582 000 \$, comparativement à 37 317 000 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010. Par rapport à celle de 65,0 % au quatrième trimestre de l'exercice 2010, la marge brute de la société pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011 a légèrement diminué pour s'établir à 64,7 %. L'amélioration de la marge brute attribuable à la vigueur du dollar canadien au quatrième trimestre de l'exercice 2011 a été annulée par une réduction attribuable à l'intensification des activités promotionnelles. Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011, le taux de change moyen du dollar américain était de 1,01 \$ CA, contre 1,05 \$ CA pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010. Les prix au comptant relativement à 1,00 \$ US pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011 ont varié entre un plafond de 1,03 \$ CA et un plancher de 0,99 \$ CA (respectivement, 1,07 \$ et 1,03 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010). Au quatrième trimestre de l'exercice 2011, la fluctuation du dollar américain a eu une incidence favorable d'environ 2 000 000 \$ sur la marge brute par rapport à son niveau au quatrième trimestre de l'exercice 2010. Les éléments importants des coûts d'exploitation des magasins influant sur le BAIIA comprennent le salaire du personnel en magasin, en hausse de 22 points de base exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, en raison principalement de l'augmentation du taux du salaire minimum dans divers territoires.

La charge d'amortissement pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'est élevée à 15 381 000 \$, contre 15 438 000 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010. Elle comprend un montant de 644 000 \$ au titre de radiations découlant de la fermeture et des activités de rénovation de magasins, comparativement à un montant de 473 000 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010.

Le revenu de placement pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011 a affiché une augmentation pour s'établir à 1 082 000 \$, comparativement à une perte de 28 000 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010. Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011, le revenu de dividendes a atteint 699 000 \$, par rapport à 547 000 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010. Les intérêts créditeurs ont augmenté pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011, s'établissant à 492 000 \$, contre 158 000 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010, en raison de l'amélioration des taux d'intérêt sur les placements à court terme. Le montant net des pertes en capital au quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'est élevé à 109 000 \$, comparativement à 733 000 \$ à la période correspondante de l'exercice 2010.

Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme ont diminué pour atteindre 184 000 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011, comparativement à 204 000 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010. Cette baisse reflète le remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société.

Les impôts sur le bénéfice au quatrième trimestre de l'exercice 2011 se sont élevés à 5 698 000 \$, pour un taux d'imposition effectif de 33,3 %. Au quatrième trimestre de l'exercice 2010, la charge d'impôts s'est élevée à 7 559 000 \$, pour un taux d'imposition effectif de 34,9 %.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011, le bénéfice net a diminué de 19,1 % pour se chiffrer à 11 401 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,17 \$), comparativement à 14 088 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,21 \$) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2010.

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. Pour le quatrième trimestre de l'exercice, ces achats, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 46 000 000 \$ US. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus trois mois. En raison du raffermissement du dollar canadien au quatrième trimestre, la société a satisfait à son obligation en matière de dollars américains grâce à des achats au prix au comptant. La société n'a conclu aucun contrat d'option sur devises au quatrième trimestre.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011, la société a ouvert 4 magasins, soit 1 Reitmans, 1 Thyme Maternité, 1 Penningtons et 1 Addition Elle, et elle en a fermé 15. Par conséquent, au 29 janvier 2011, la société comptait 968 magasins en exploitation, soit 364 Reitmans, 158 Smart Set, 67 RW & CO., 75 Thyme Maternité, 22 Cassis, 161 Penningtons et 121 Addition Elle, comparativement à un total de 977 magasins à la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2010.

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue de les vendre dans le cours normal des activités.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les principales données financières pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés sur la même base que l'ont été les états financiers annuels. Les résultats d'exploitation pour un trimestre donné ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour une période ultérieure.

	Chiffre d'affaires	Bénéfice net	Bénéfice par action	
			De base	Dilué
29 janvier 2011	269 484 000 \$	11 401 000 \$	0,17 \$	0,17 \$
30 octobre 2010	266 162 000	19 274 000	0,29	0,29
31 juillet 2010	295 653 000	39 875 000	0,59	0,59
1 <sup>er</sup> mai 2010	238 978 000	16 471 000	0,24	0,24
30 janvier 2010	268 120 000	14 088 000	0,21	0,21
31 octobre 2009	270 684 000	18 921 000	0,28	0,28
1 <sup>er</sup> août 2009	286 071 000	26 426 000	0,38	0,38
2 mai 2009	231 652 000	7 801 000	0,11	0,11

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats de l'exercice complet.

## BILAN

### SITUATION FINANCIÈRE AU 29 JANVIER 2011 ET COMPARAISON AVEC LA SITUATION FINANCIÈRE AU 30 JANVIER 2010

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se sont chiffrés à 230 034 000 \$, en hausse de 0,6 % par rapport à ceux de 228 577 000 \$ de l'exercice précédent. Les titres négociables que détient la société sont constitués principalement d'actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Au 29 janvier 2011, les titres négociables (présentés à la juste valeur) s'élevaient à 70 413 000 \$, contre 48 026 000 \$ à l'exercice précédent, en hausse de 22 387 000 \$. Des titres négociables d'une valeur de 20 803 000 \$ ont été achetés au cours de l'exercice. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers. L'amélioration constante du marché observée au cours de l'exercice 2011 s'est traduite par une hausse d'environ 7 % de la valeur des titres détenus dans le portefeuille de placements de la société par rapport à l'exercice précédent. La société jouit d'un haut niveau de liquidité, étant donné que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont placés, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Les débiteurs se sont établis à 2 866 000 \$, en baisse de 60 000 \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre. Pour l'exercice 2011, les stocks de marchandises se sont élevés à 73 201 000 \$, soit 10 074 000 \$ de plus qu'à l'exercice précédent, en raison de l'accroissement prévu des stocks du printemps conjugué à une diminution des ventes de la marchandise des Fêtes. Les charges payées d'avance se sont établies à 13 258 000 \$, soit 1 385 000 \$ de plus qu'à l'exercice précédent, une hausse qui s'explique principalement par une augmentation des assurances et contrats d'entretien prépayés.

Les impôts futurs découlent de l'écart entre la valeur comptable de l'actif et du passif et leurs assiettes d'imposition respectives, et ils sont constatés aux taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur applicables afin de tenir compte de leurs incidences fiscales futures.

La société a investi 46 922 000 \$ en acquisitions d'immobilisations au cours de l'exercice 2011 comparativement à 33 185 000 \$ pour l'exercice précédent. Son investissement consiste en 37 501 000 \$ en coûts de construction et de rénovation de magasins (31 642 000 \$ pour l'exercice 2010) et en 9 421 000 \$ pour le siège social et le centre de distribution (1 543 000 \$ pour l'exercice 2010), principalement en améliorations des logiciels et du matériel informatique du système de technologie de l'information. La société s'est lancée dans une importante mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations des systèmes de gestion des entrepôts contribueront, grâce à une meilleure intégration, aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, tout en permettant à la société de réduire le coût global de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le projet, dont la mise en œuvre s'échelonnait progressivement jusqu'à son achèvement pendant l'exercice 2013, devrait coûter environ 13 000 000 \$.

# Rapport de gestion

Les crédateurs et charges à payer se sont établis à 88 372 000 \$, en hausse de 10 606 000 \$ par rapport à ceux inscrits pour l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique en grande partie par le moment auquel ont été effectués les paiements eu égard à la nouvelle taxe de vente harmonisée en vigueur en Colombie-Britannique et en Ontario. Les crédateurs de la société se composent, dans une large mesure, de comptes fournisseurs, de passifs liés à la taxe de vente, de passifs liés aux cotisations sociales et de passifs au titre des cartes-cadeaux non utilisées. Les impôts sur le bénéfice exigibles se sont chiffrés à 5 998 000 \$, contre 4 677 000 \$ pour l'exercice précédent, une augmentation qui s'explique par la hausse du bénéfice imposable.

La société offre un régime de retraite contributif à prestations déterminées (le « régime »). Une évaluation actuarielle en a été faite à des fins de capitalisation en date du 31 décembre 2007 et une évaluation actuarielle triennale à des fins de capitalisation est prévue; elle sera effectuée à partir des données disponibles à la date d'évaluation du 31 décembre 2010. La société est aussi le promoteur d'un régime complémentaire de retraite pour cadres dirigeants (le « RCRC »). Le RCRC n'est pas capitalisé, et lorsqu'une obligation survient relativement aux paiements à effectuer aux termes du RCRC (par exemple, lorsqu'un participant admissible prend sa retraite et commence à toucher des prestations aux termes du RCRC), les paiements sont portés en diminution du montant accumulé, à mesure que les paiements sont effectués. Au 29 janvier 2011, le passif au titre des prestations constituées des régimes s'élevait à 9 112 000 \$, contre 5 443 000 \$ au 30 janvier 2010, une hausse qui s'explique par un montant de 4 298 000 \$ qui a été passé en charges au titre des deux régimes pour l'exercice 2011, tandis que pour la même période, les cotisations aux régimes de retraite se sont chiffrées à 629 000 \$. Cette hausse des charges est attribuable à une réduction du taux d'actualisation servant à évaluer les passifs du régime et du RCRC.

La situation de capitalisation du régime suit les aléas de la conjoncture du marché, ce qui a une incidence sur les besoins de capitalisation. La dernière évaluation actuarielle du régime, menée au 31 décembre 2007, avait conclu que sa capitalisation était déficitaire. La société a comblé ce déficit au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2009. Pour l'exercice 2012, les cotisations patronales au régime devraient s'élever à environ 587 000 \$, compte tenu de la situation de capitalisation actuelle. Pour l'exercice 2011, la société a contribué au régime à hauteur de 501 000 \$ (510 000 \$ pour l'exercice 2010). La société continuera de contribuer au régime au moins à la hauteur des exigences minimales prévues par la réglementation sur les régimes de retraite. Tout changement négatif aux hypothèses prises en compte, telles que le taux d'actualisation et le taux prévu de rendement à long terme des actifs du régime, pourrait jouer sur la situation de capitalisation du régime et, par conséquent, pourrait avoir une incidence considérable sur les besoins de capitalisation en espèces du régime.

Pour déterminer le taux de rendement à long terme prévu servant au calcul du coût net des prestations de la période applicable à la juste valeur des actifs, la société tient à la fois compte de son expérience passée et d'estimations futures du rendement des placements à long terme, de même que de la composition prévue des actifs de son régime et des taux de rendement à long terme prévus du marché à l'avenir.

## GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION

### Conjoncture économique

La situation économique canadienne s'est améliorée, or, comme le relève la Banque du Canada dans son *Rapport sur la politique monétaire* de janvier 2011, l'économie canadienne se trouve au cœur d'une période de croissance plus modeste. La société suit de près les conditions économiques afin de réagir aux habitudes de dépenses de consommation et aux contraintes connexes lorsqu'elle prend ses décisions au chapitre de l'exploitation à court terme et à long terme. En outre, la situation financière de la société est solide et, contrairement à bien des entreprises qui ressentent l'effet de l'accès désormais limité au crédit, elle dispose de beaucoup de liquidités et de suffisamment de sources de crédit disponible pour répondre à ses besoins.

### Concurrence

Le secteur canadien du vêtement est très concurrentiel et compte parmi ses joueurs de grands magasins, des chaînes de magasins spécialisées et des détaillants indépendants. Il n'existe pas de barrière efficace pour empêcher l'entrée sur le marché de détail canadien du vêtement d'un concurrent éventuel, qu'il soit étranger ou canadien. La société a constaté, au cours des dernières années, l'arrivée d'un certain nombre de concurrents étrangers qui exercent maintenant des activités dans pratiquement tous les créneaux du commerce de détail canadien au sein desquels la société est présente. De même, les Canadiennes ont accès à de nombreux sites de magasinage en ligne à l'échelle internationale. La société estime qu'elle est bien placée pour concurrencer les autres détaillants. La société exploite sept bannières différentes, et les marchandises qu'elle offre sont diversifiées, puisque chaque bannière cible un créneau particulier du marché du vêtement pour dames au Canada. Les magasins de la société proposent aux consommateurs des vêtements mode à prix abordables d'un océan à l'autre.

### Saisonnalité

La vente de vêtements pour dames constitue la principale activité de la société, activité qu'elle exerce à partir de 968 points de vente loués et exploités sous sept bannières dans l'ensemble du Canada. Les activités de la société sont de nature saisonnière et elles sont assujetties à divers facteurs qui ont une incidence directe sur les ventes au détail de vêtements, facteurs sur lesquels la société n'a aucun contrôle, à savoir les conditions météorologiques, le degré de confiance des consommateurs, les changements dans les habitudes d'achat et la possibilité de changements rapides dans les tendances de la mode.

## Distribution et chaîne d'approvisionnement

La société est tributaire de l'efficacité de l'exploitation de son seul et unique centre de distribution. Ainsi, toute perturbation majeure de l'exploitation du centre de distribution (par exemple, catastrophe naturelle, panne des systèmes et destruction ou dommages majeurs causés par un incendie) risque de retarder de façon importante ou d'empêcher le ravitaillement de ses magasins en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes de ventes futures qui risqueraient de diminuer considérablement les résultats d'exploitation de la société.

## Technologie de l'information

La société est tributaire de ses systèmes informatiques pour gérer son exploitation, lesquels sont composés d'une gamme complète de systèmes financiers, de ventes de détail, de marchandisage, de contrôle des stocks, de planification, de prévision, de préparation de rapports et de distribution. La société investit régulièrement dans la mise à niveau, l'amélioration, l'entretien et le remplacement de ces systèmes. Toute perturbation majeure de la performance de ces systèmes pourrait entraîner d'importantes répercussions négatives sur l'exploitation et les résultats financiers de la société.

## Réglementation gouvernementale

La direction estime que la société est dotée d'une structure des plus efficaces pour exercer ses activités dans l'ensemble du Canada. De ce fait, elle est assujettie à tous les changements importants et négatifs susceptibles de survenir dans une ou dans plusieurs de ces compétences territoriales, changements qui risqueraient d'avoir une incidence sur le bénéfice et le chiffre d'affaires, les taux d'imposition, les droits de douane, les quotas imposés ou rétablis et toutes autres questions légiférées ou réglementées par l'État.

## Sources d'approvisionnement en marchandises

La quasi-totalité de la marchandise de la société est vendue sous sa marque maison. Sur une base annuelle, la société importe directement environ 80 % de sa marchandise, principalement de la Chine. Pour l'exercice 2011, aucun fournisseur n'a représenté plus de 11 % des achats de la société (en dollars et/ou en unités), et il existe une panoplie de sources (tant au pays qu'à l'étranger) pour presque toute la marchandise offerte. La société entretient de bonnes relations avec ses fournisseurs et elle n'a aucune raison de croire qu'elle est exposée à des risques importants qui l'empêcheraient de faire l'acquisition, la distribution et/ou la vente de marchandises, et ce, sur une base permanente.

Une récente envolée des prix du coton, un matériau important de la fabrication des vêtements, ainsi qu'une importante pénurie d'approvisionnement devraient exercer une forte pression sur les marges de certains produits. La société continue de surveiller de près l'évolution de la situation dans l'optique de continuer d'établir ses prix en fonction de la valeur.

La société s'efforce d'être écoresponsable et est consciente que la pression concurrentielle à l'égard de la croissance économique et de l'efficacité des coûts doit s'harmoniser avec une méthode éprouvée de gestion de la durabilité, y compris avec la gestion de l'environnement. La société a adopté des pratiques d'approvisionnement et d'autres pratiques commerciales qui répondent aux inquiétudes de ses clients en matière d'environnement. La société a instauré des principes directeurs selon lesquels elle doit respecter les lois et règlements touchant l'environnement. Bien que la société exige que ses fournisseurs se conforment à ces lignes directrices, rien ne garantit que ceux-ci n'agiront pas de façon à nuire à la réputation de la société, comme il s'agit de tiers indépendants sur lesquels la société n'exerce aucun contrôle. Cependant, en cas de défaut de conformité évident, la société pourrait être appelée à chercher de nouveaux fournisseurs, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats financiers de la société en raison d'une augmentation des coûts ou de retards de livraison éventuels.

## GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les informations relatives à l'exposition aux risques, en particulier aux risques de crédit, de liquidité, de change, de taux d'intérêt et de variation du cours des actions sont présentées ci-après.

### Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque lié à toute perte inattendue attribuable au défaut d'un client ou d'une contrepartie à un instrument financier de respecter ses obligations contractuelles. Les instruments financiers de la société qui l'exposent à des concentrations du risque de crédit sont essentiellement constitués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des débiteurs et des contrats d'options sur devises. La société atténue son exposition au risque de crédit à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en investissant ses liquidités disponibles dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme auprès de grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial dont la cote n'est pas inférieure à R1. Les titres négociables de la société consistent essentiellement en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes hautement cotées. Les débiteurs de la société consistent essentiellement en des créances sur cartes de crédit contractées au cours des derniers jours de l'exercice et réglées au cours des premiers jours de l'exercice suivant.

Au 29 janvier 2011, l'exposition maximale de la société au risque de crédit à l'égard de ces instruments financiers s'établissait comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie	230 034 000 \$
Titres négociables	70 413 000
Débiteurs	2 866 000
	<b>303 313 000 \$</b>

# Rapport de gestion

## Risque de liquidité

Le risque de liquidité est lié à la possibilité que la société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières à leur échéance. Pour gérer le risque de liquidité, la société s'assure, dans la mesure du possible, qu'elle disposera toujours des liquidités nécessaires pour respecter ses obligations à leur échéance. L'échéance contractuelle de la plupart des créiteurs est d'au plus six mois. Au 29 janvier 2011, la société disposait de liquidités importantes, soit d'un montant de 300 447 000 \$ sous forme de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de titres négociables. En outre, la société dispose de facilités de crédit non garanties de 125 000 000 \$ assujetties à des révisions annuelles. La société a financé les coûts associés à l'addition de magasins au moyen de fonds autogénérés et ses facilités de crédit non garanties servent à financer ses besoins en fonds de roulement saisonniers liés à l'achat de marchandise en dollars américains. La dette à long terme de la société consiste en un emprunt hypothécaire portant intérêt au taux de 6,40 %, venant à échéance en novembre 2017 et garanti par le centre de distribution de la société.

## Risque de change

La société achète une quantité importante de marchandises libellées en dollars américains et, par conséquent, une volatilité importante de la devise américaine par rapport à la devise canadienne peut avoir des répercussions négatives sur sa marge brute. La société prend en compte une combinaison de contrats d'option sur devises dont la durée ne dépasse pas trois mois et des achats sur le marché au comptant pour gérer le risque de change sur les flux de trésorerie se rapportant à ces achats. Un contrat d'option sur devises représente l'option d'acheter des devises d'une contrepartie. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. Pour l'exercice 2011, la société a satisfait à ses exigences en dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au 29 janvier 2011 et au 30 janvier 2010, aucun contrat d'option sur devises n'était en cours.

La société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard de ses instruments financiers libellés en dollars américains qui, au 29 janvier 2011, étaient principalement constitués de trésorerie et d'équivalents de trésorerie d'un montant de 93 432 000 \$ et de créiteurs s'élevant à 853 000 \$, afin de déterminer dans quelle mesure une variation du cours du change du dollar américain aurait une incidence sur le bénéfice net. Au 29 janvier 2011, une hausse ou une baisse de 10 % de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeurant par ailleurs égales, aurait entraîné, respectivement, une diminution ou une augmentation de 6 488 000 \$ du bénéfice net de la société pour l'exercice 2011.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se rapporte à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie de la société, à son régime de retraite à prestations déterminées ainsi qu'à son régime complémentaire de retraite pour cadres dirigeants. Les fluctuations du marché à l'égard des taux d'intérêt se répercutent sur les résultats de la société relativement aux intérêts gagnés sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui sont investis dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques et dans des dépôts à terme auprès des grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial ayant une cote minimale de R1. Le rendement global des marchés des capitaux ainsi que les niveaux des taux d'intérêt ont une incidence sur la situation de capitalisation des régimes de retraite de la société. Tout changement négatif à l'égard des rendements des régimes de retraite et le niveau de taux d'intérêt enregistré depuis la dernière évaluation actuarielle peuvent avoir des répercussions néfastes considérables sur la situation de capitalisation des régimes de retraite et sur les résultats d'exploitation de la société. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garanties disponibles d'au plus 125 000 000 \$, ou son équivalent en dollars américains, qu'elle utilise pour les lettres de crédit de soutien et lettres de crédit documentaires, et elle finance les montants tirés sur ces facilités à mesure que les paiements sont exigibles.

La société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard du risque de taux d'intérêt au 29 janvier 2011 afin de déterminer dans quelle mesure une variation des taux d'intérêt aurait une incidence sur les capitaux propres et le bénéfice net.

Pour l'exercice 2011, la société a gagné des intérêts créiteurs de 1 225 000 \$ sur sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie. Une augmentation ou une diminution de 25 points de base du taux d'intérêt moyen de l'exercice aurait donné lieu, respectivement, à une hausse des capitaux propres et du bénéfice net de 367 000 \$ ou à une baisse de 317 000 \$ des capitaux propres et du bénéfice net. Cette analyse prend pour hypothèse que toutes les autres variables, plus particulièrement les taux de change, demeurent constantes.

La société a effectué une analyse de sensibilité au 29 janvier 2011 afin de déterminer dans quelle mesure une variation des taux d'intérêt, relativement aux régimes de retraite de la société, aurait une incidence sur les coûts nets des prestations de la période. Une diminution de un point de pourcentage dans le taux d'actualisation à la fin de l'exercice aurait donné lieu à une augmentation d'environ 3 500 000 \$ des coûts nets des prestations de la période pour l'exercice clos le 29 janvier 2011, tandis qu'une augmentation de un point de pourcentage aurait entraîné une diminution d'environ 3 100 000 \$. Le taux de rendement à long terme prévu des actifs du régime de la société témoigne de l'opinion de la direction quant au rendement des placements à long terme. Une variation de 1 % dans ce rendement aurait une incidence insignifiante sur les coûts nets des prestations de la période.



## Risque de variation du cours des actions

Le risque de variation du cours des actions est lié aux titres de capitaux propres disponibles à la vente. La société gère la composition de son portefeuille de placements en titres de capitaux propres selon les attentes à l'égard du marché. Les placements importants au sein du portefeuille sont gérés de façon individuelle et toutes les décisions de vente ou d'achat sont approuvées par le chef de la direction.

La société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard du risque de variation du cours des actions au 29 janvier 2011 afin de déterminer dans quelle mesure une variation du cours des titres négociables de la société aurait une incidence sur les capitaux propres et les autres éléments du résultat étendu. Les placements en titres de capitaux propres de la société consistent essentiellement en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. La société croit que la variation des taux d'intérêt a une incidence sur le cours du marché de ces titres. Une hausse ou une baisse de 5 % du cours du marché de ces titres au 29 janvier 2011 se serait traduite par une augmentation ou une diminution de 2 993 000 \$ des capitaux propres et des autres éléments du résultat étendu. Les titres de capitaux propres de la société sont assujettis au risque de marché et, par conséquent, l'incidence sur les capitaux propres et les autres éléments du résultat étendu pourrait être, en définitive, plus importante que ce qui est indiqué ci-dessus.

## LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 29 janvier 2011, les capitaux propres s'élevaient à 523 700 000 \$, ou 7,90 \$ par action, contre 510 166 000 \$, ou 7,55 \$ par action, l'an dernier. L'incidence de la récession sur les marchés boursiers canadiens au cours de l'exercice 2010 a entraîné à sa suite une importante chute de l'indice composé de la Bourse de Toronto. La société, du fait des avoirs importants qu'elle détient sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, n'a toutefois subi que de minimes pertes de valeur sur le plan de ses actifs liquides. Grâce à l'amélioration du marché observée au cours de l'exercice 2011, la valeur marchande du portefeuille de placements de la société s'est rétablie de manière importante. La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables (présentés à la juste valeur) totalisant 300 447 000 \$, comparativement à 276 603 000 \$ à l'exercice précédent. La trésorerie est investie de façon prudente, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme auprès de grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garanties disponibles d'au plus 125 000 000 \$, ou son équivalent en dollars américains. Au 29 janvier 2011, une tranche de 60 888 000 \$ (53 624 000 \$ au 30 janvier 2010) des lignes de crédit d'exploitation était engagée pour des lettres de crédit documentaires et des lettres de crédit de soutien. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains, émises à l'intention de tiers vendeurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société. Cette dernière utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien émises par des établissements financiers hautement cotés afin d'indemniser ces tiers dans le cas où la société n'honorerait pas ses obligations contractuelles. Au 29 janvier 2011, le montant maximal du passif éventuel aux termes de ces lettres de crédit de soutien était de 5 060 000 \$ (5 139 000 \$ au 30 janvier 2010). Ces lettres arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2012. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société est auto-assurée sur une base limitée relativement à certains risques portant sur les biens et elle souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 1 300 000 \$ pour l'exercice 2011. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,78 \$ l'action, pour un total de 51 895 000 \$ au cours de l'exercice 2011, comparativement à un dividende de 0,72 \$ par action, pour un total de 49 351 000 \$ pour l'exercice 2010. Au cours de l'exercice 2011, la société a racheté, dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités des actions de catégorie A sans droit de vote pour une contrepartie totale en espèces de 30 112 000 \$, contre 40 835 000 \$ pour l'exercice 2010.

Pour l'exercice 2011, la société a investi 46 922 000 \$ dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés, et pour améliorer le système de technologie de l'information dans le siège social et le centre de distribution. La société s'est lancée dans une importante mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations des systèmes de gestion des entrepôts contribueront aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, grâce à une meilleure intégration, tout en permettant à la société de réduire le coût de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le projet, dont la mise en œuvre s'échelonne progressivement jusqu'à son achèvement pendant l'exercice 2013, devrait coûter environ 13 000 000 \$. La société s'attend à investir près de 40 000 000 \$ au titre des dépenses en immobilisations liées aux nouveaux magasins et aux rénovations au cours de l'exercice devant se clore le 28 janvier 2012. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes en espèces, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire et aux obligations à l'égard de la dette à long terme et des rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de son exploitation.

# Rapport de gestion

## ENGAGEMENTS FINANCIERS

Le tableau suivant présente les engagements financiers de la société, exclusion faite des crédateurs et des charges à payer, en date du 29 janvier 2011, dont le détail a été présenté précédemment.

Obligations contractuelles	Total	D'ici un an	Dans deux à quatre ans	Dans cinq ans et plus
Contrats de location-exploitation des magasins et des bureaux <sup>1</sup>	469 943 000 \$	99 614 000 \$	223 208 000 \$	147 121 000 \$
Obligations d'achat <sup>2</sup>	124 365 000	123 205 000	1 160 000	–
Autres contrats de location-exploitation <sup>3</sup>	16 826 000	4 466 000	10 062 000	2 298 000
Dettes à long terme	11 431 000	1 384 000	4 716 000	5 331 000
Intérêts sur la dette à long terme	2 669 000	682 000	1 483 000	504 000
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>625 234 000 \$</b>	<b>229 351 000 \$</b>	<b>240 629 000 \$</b>	<b>155 254 000 \$</b>

<sup>1</sup> Représente les montants minimaux des loyers à payer aux termes de baux à long terme pour les magasins et les bureaux en date du 29 janvier 2011.

<sup>2</sup> Comprend les montants se rapportant aux ententes d'achat de biens et services qui sont irrévocables et exécutoires pour la société.

<sup>3</sup> Comprend les paiements au titre de la location du matériel informatique, d'automobiles et de matériel de bureau.

## RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 30 mars 2011, 13 440 000 actions ordinaires et 52 868 306 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 2973 100 et leur prix d'exercice moyen était de 14,58 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

En novembre 2010, la société a reçu l'autorisation de la Bourse de Toronto de donner suite à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités aux termes de laquelle elle peut racheter jusqu'à 2 638 115 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, soit 5 % des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 17 novembre 2010. Le volume quotidien moyen des opérations en bourse sur le titre s'est établi à 71 905 actions au cours de la période de six mois précédant le 1<sup>er</sup> novembre 2010. Conformément aux règlements de la Bourse de Toronto, la société peut racheter quotidiennement jusqu'à 25 % de cette moyenne, soit 17 976 actions. L'offre a débuté le 28 novembre 2010 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2011. Les actions seront rachetées à la Bourse de Toronto au nom de la société par l'entremise d'un courtier inscrit. Le prix payé pour les actions correspondra au cours du marché en vigueur au moment des rachats. Le nombre d'actions rachetées et le moment choisi pour effectuer les rachats seront déterminés par la direction de la société. Toutes les actions rachetées par la société seront annulées. Au cours de l'exercice 2011, la société a racheté, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de l'exercice précédent, 1 583 000 actions de catégorie A sans droit de vote, d'une valeur comptable de 731 000 \$, en contrepartie d'une somme en espèces totale de 30 112 000 \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, soit 29 381 000 \$, a été imputé aux bénéfices non répartis.

## ARRANGEMENTS HORS BILAN

### Instruments financiers dérivés

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtermes d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus trois mois. En raison de la vigueur continue du dollar canadien au cours de la quasi-totalité de l'exercice 2011, la société a satisfait à son obligation en matière de dollars américains grâce à des achats au prix au comptant.

Un contrat d'option sur devises constitue une option d'acheter une devise auprès d'une contrepartie à une date établie et selon un montant prédéterminé. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes.

La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation. Les contrats d'option sur devises envisagés ont une échéance qui ne dépasse généralement pas trois mois. Au 29 janvier 2011, la société n'avait en cours aucun contrat d'option sur devises.

Le bénéfice net de la société pour l'exercice 2011 comprend un gain de change de 473 000 \$ (une perte de 231 000 \$ pour l'exercice 2010).

## OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La société loue deux magasins de détail qui appartiennent à des sociétés contrôlées par des actionnaires importants de la société. Les baux de ces locaux ont été conclus selon des modalités commerciales semblables à celles des baux qui ont été conclus avec des tiers pour des établissements semblables. Pour l'exercice 2011, la charge locative aux termes de ces baux a totalisé environ 190 000 \$ (197 000 \$ pour l'exercice 2010).

Pour l'exercice 2011, la société a engagé des honoraires de 606 000 \$ liés à des conseils juridiques généraux et à d'autres types de consultation (474 000 \$ pour l'exercice 2010) auprès de cabinets de services professionnels auxquels sont associés des administrateurs externes de la société. La société est d'avis que cette rémunération est fondée sur des modalités normales pour des opérations entre non-apparentés.

Ces opérations sont inscrites au montant de la contrepartie versée conformément à ce qui a été établi et convenu par les apparentés.

## INSTRUMENTS FINANCIERS

Les principaux instruments financiers de la société se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie. La société réduit son exposition aux risques de crédit en investissant son encaisse disponible dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques et dans des dépôts à terme auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers. Grâce à l'amélioration du marché récemment observée, la valeur marchande du portefeuille de placements de la société s'est rétablie de manière importante. La société jouit d'un haut niveau de liquidité, étant donné que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont placés, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme auprès de grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Comme la volatilité du dollar canadien se répercute sur les bénéfices et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

## ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

### Valeur des stocks

La société a recours à la méthode de l'inventaire au prix de détail pour déterminer le prix coûtant des marchandises. Les stocks de marchandises sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Les stocks excédentaires ou à rotation lente sont recensés et une provision est constituée à partir des meilleures estimations de la direction. De plus, une provision est également comptabilisée pour la freinte des stocks et les retours sur ventes, selon les taux historiques de la société. Étant donné que les stocks et le coût des marchandises vendues constituent des éléments importants des états financiers, toute variation des hypothèses et des estimations pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la société.

### Rémunération à base d'actions

La société comptabilise la rémunération et les autres paiements à base d'actions à l'aide de la méthode fondée sur la juste valeur. Les options sur actions attribuées sont passées en charges sur la période d'acquisition en fonction de leur juste valeur estimative à la date d'attribution, valeur qui est déterminée à l'aide du modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes. Pour calculer le coût de rémunération lié aux attributions d'options sur actions effectuées au cours de l'exercice en fonction de la juste valeur, diverses hypothèses sont utilisées pour établir la durée prévue des options, le taux d'intérêt sans risque, la volatilité prévue du cours des actions et le taux moyen de rendement des actions. Le recours à d'autres estimations pourrait faire en sorte que la charge de rémunération à base d'actions soit différente de celle que la société a constatée.

### Régimes de retraite

La société offre un régime contributif à prestations déterminées et parraine aussi un RCRC. Le coût de ces régimes est établi périodiquement par des actuaires indépendants. Le coût de retraite est pris en compte annuellement dans l'exploitation. Les hypothèses utilisées dans le calcul du coût de retraite, montant net, et des obligations au titre des prestations projetées comprennent le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires et le taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes. Avec prise d'effet à l'ouverture de l'exercice clos le 30 janvier 2010, la société a abaissé sa prévision du taux de rendement à long terme des actifs des régimes de 7,5 % à 7,0 % en raison du rendement des marchés boursiers nord-américains. Le taux de rendement à long terme prévu des actifs du régime de la société témoigne de l'opinion de la direction quant au rendement des placements à long terme et une variation de 1 % dans ce rendement entraînerait une variation négligeable sur le coût net des prestations de la période. L'hypothèse de la direction quant au rendement à long terme prévu est exposée à des risques et des incertitudes en raison desquels le taux de rendement réel pourrait différer considérablement de l'hypothèse de la direction. Rien ne garantit que les actifs du régime permettent d'obtenir le taux de rendement à long terme prévu des actifs du régime. Le recours à d'autres hypothèses pourrait faire en sorte que le coût de retraite diffère de celui que la société a comptabilisé. Le coût de retraite tient compte annuellement des conséquences du rendement réel des actifs du régime, comparativement au rendement prévu des actifs du régime.

# Rapport de gestion

L'hypothèse relative aux taux d'actualisation de la société, qui est établie annuellement à la fin de chaque exercice, sert à déterminer l'obligation prévue en matière de prestations à la fin de l'exercice et les coûts nets des prestations de la période pour l'exercice suivant. Le taux d'actualisation sert à mesurer le montant unique qui, s'il était investi à la date d'évaluation dans un portefeuille de titres d'emprunt de grande qualité d'une cote de AA ou plus, procurerait les flux de trésorerie nécessaires au règlement des prestations de retraite exigibles. La direction établit le taux d'actualisation avec l'aide d'un actuaire indépendant. Selon les données disponibles au 31 décembre 2010, la société a estimé qu'un taux d'actualisation de 5,1 % pour l'exercice 2011 (5,8 % pour l'exercice 2010) était approprié compte tenu de la durée moyenne des paiements des avantages sociaux futurs estimatifs. À l'heure actuelle, la durée moyenne estimative du reste de la carrière du groupe de salariés couverts par le régime s'établit à environ 12 ans.

Pour l'exercice clos le 29 janvier 2011, une diminution de un point de pourcentage dans le taux d'actualisation à la fin de l'exercice aurait donné lieu à une augmentation d'environ 3 500 000 \$ du coût net des prestations de la période pour l'exercice 2011, tandis qu'une augmentation de un point de pourcentage aurait entraîné une diminution d'environ 3 100 000 \$.

D'après le plus récent rapport d'évaluation actuarielle daté du 31 décembre 2007, le régime à prestations déterminées est entièrement capitalisé et solvable alors que le RCRC est un régime de retraite sans capitalisation.

## Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais ils font l'objet d'un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que les actifs pourraient avoir subi une baisse de valeur. Si la société détermine à l'avenir qu'il y a eu baisse de valeur, elle doit radier la tranche dépréciée des écarts d'acquisition.

## Cartes-cadeaux

Les cartes-cadeaux vendues sont inscrites à titre de passif et les produits sont constatés lorsque ces dernières sont utilisées. Pour chaque période, la société examine les passifs au titre des cartes-cadeaux pour en évaluer la pertinence. Dans le cadre de son examen, la société fait une estimation de l'utilisation prévue et elle évalue les tendances particulières qui pourraient se traduire en un ajustement au passif au titre des cartes-cadeaux non utilisées.

## PASSAGE AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les normes internationales d'information financière (les « IFRS », pour *International Financial Reporting Standards*), pour les périodes et exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Pour la société, il s'agira de l'exercice devant se clore le 28 janvier 2012. Par conséquent, la société devra commencer à présenter son information financière selon les IFRS au trimestre devant se clore le 30 avril 2011. Elle devra alors dresser un bilan d'ouverture et fournir des données établies selon les IFRS pour les périodes comparatives présentées.

En 2008, la société a commencé à planifier le passage des PCGR du Canada actuels aux IFRS en établissant un plan d'exécution et en mettant sur pied une équipe de projet. Cette équipe est chapeautée par des cadres dirigeants de son service des finances, lesquels assurent la gouvernance, la gestion et le soutien du projet dans son ensemble. Des représentants de divers secteurs de l'organisation, au besoin, et des conseillers externes mandatés pour le passage aux IFRS font également partie de cette équipe, qui rend des comptes au comité d'audit de la société sur une base trimestrielle.

Le plan d'exécution du projet comporte trois étapes, soit l'évaluation préliminaire, l'évaluation détaillée et la conception ainsi que la mise en œuvre, dont les détails sont présentés ci-dessous :

### Étape 1 : Évaluation préliminaire

Mesures	<ul style="list-style-type: none"><li>• Révision de haut niveau des principales différences entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS.</li><li>• Évaluation initiale des différentes dispenses prévues par l'IFRS 1 et disponibles à la date de transition.</li><li>• Évaluation de haut niveau des répercussions possibles sur la présentation de l'information financière, les processus d'affaires, les contrôles internes et les systèmes d'information.</li><li>• Séances de formation relatives aux IFRS à l'intention des divers membres de l'équipe de projet des IFRS.</li></ul>
Calendrier	Troisième trimestre de l'exercice 2009
Progression	Terminée

## Étape 2 : Évaluation détaillée et conception

Mesures	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaque secteur de différences comptables entre les PCGR du Canada et les IFRS relevé au cours de l'évaluation préliminaire fait l'objet d'une évaluation, et un membre de l'équipe de projet des IFRS est chargé d'examiner ces différences.</li> <li>• Cet examen porte notamment sur les modifications à apporter aux conventions comptables, systèmes d'information et aux processus d'affaires déjà en place, en plus d'une analyse des diverses conventions comptables permises par les IFRS et des répercussions sur la préparation des états financiers en application des IFRS.</li> <li>• L'équipe de projet des IFRS de la société discute de ces différences et rend compte de ses décisions, notamment au sujet de la sélection des dispenses prévues par l'IFRS 1 à la date de transition, dans des notes de service relatives aux IFRS qui sont soumises à l'approbation des auditeurs externes.</li> <li>• Établissement d'un projet d'états financiers et de notes conformes aux IFRS.</li> <li>• Aux trimestres, présentation des principales différences et de leurs conséquences au comité d'audit.</li> </ul>
Calendrier	Deuxième trimestre de l'exercice 2011
Progression	Terminée

## Étape 3 : Mise en œuvre

Mesures	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration des modifications dans les systèmes, les processus d'affaires et le contrôle interne, au besoin.</li> <li>• Comptabilité parallèle en application des PCGR du Canada et des IFRS.</li> <li>• Préparation de rapprochements détaillés entre les états financiers conformes aux PCGR du Canada et aux IFRS.</li> <li>• Programmes de formation à l'intention du personnel des finances et d'autres services de la société, au besoin.</li> <li>• Approbation des états financiers conformes aux IFRS par le comité d'audit.</li> </ul>
Calendrier	En cours
Progression	En cours. La mise en œuvre se poursuivra jusqu'à ce que le premier rapport annuel complet selon les IFRS soit publié. La collecte de données pour le bilan d'ouverture en IFRS est terminée et la collecte de données pour chaque trimestre de l'exercice 2011 est presque finalisée. Les nouvelles conventions comptables ont été approuvées, s'il y a lieu.

Les progrès réalisés jusqu'à maintenant par la société ont donné lieu aux conclusions suivantes :

### Première application (IFRS 1)

L'IFRS 1 décrit le cadre de la première application des IFRS et indique qu'en général, une entité doit appliquer les IFRS de manière rétrospective et que les ajustements découlant de la conversion aux IFRS doivent être constatés directement dans les bénéfices non répartis. L'IFRS 1 prévoit diverses dispenses facultatives et obligatoires. La société s'attend actuellement à se prévaloir des dispenses suivantes :

Dispense	Application de la dispense
Regroupements d'entreprises	La société a l'intention d'utiliser la dispense et de ne pas retraiter sa comptabilisation des regroupements d'entreprises antérieurs.
Juste valeur en tant que coût présumé	La société a l'intention de ne pas utiliser la dispense, mais de continuer à inscrire ses immobilisations corporelles au coût historique.
Obligations en matière de retraite	La société a l'intention d'utiliser la dispense et de ne présenter l'information comparative que pour un seul exercice.

Les autres dispenses facultatives ne s'appliquent que de façon limitée ou ne s'appliquent aucunement à la société.

### Présentation des états financiers

Les principales différences pertinentes entre les IFRS et les PCGR du Canada comprennent l'obligation, aux termes des IFRS, d'analyser les charges comptabilisées au compte de résultat selon leur nature ou leur fonction. Si une entité classe ces charges par fonction, elle est donc dans l'obligation de présenter des informations supplémentaires relativement à la nature des charges. La société a choisi de classer les charges selon leur fonction dans les états financiers. En outre, aux termes des IFRS, la société a la possibilité de présenter ses flux de trésorerie liés à l'exploitation, à l'état des flux de trésorerie, selon la méthode directe ou indirecte; la société a opté pour la méthode indirecte.

# Rapport de gestion

## **Conventions comptables**

Voici certains secteurs clés des différences comptables pour lesquels les modifications apportées aux conventions comptables au cours de la conversion aux IFRS auront une incidence sur les états financiers de la société. Cette liste ne doit pas être considérée comme liste exhaustive des changements. Elle vise plutôt à mettre en évidence les secteurs des différences comptables qui, de l'avis actuel de la société, s'avèreront les plus importantes au moment de la conversion aux IFRS, de même que les ajustements de transition prévus.

### **Immobilisations corporelles (IAS 16)**

Aux termes des IFRS, chaque composante d'une immobilisation corporelle dont le coût est important relativement au coût total de l'immobilisation doit être amortie séparément, sur différentes durées d'utilité. La société adoptera le mode de comptabilisation par composantes pour ses établissements à la date de conversion aux IFRS. Au moment de la mise en œuvre des IFRS, la société s'attend à comptabiliser un ajustement de transition visant à augmenter les immobilisations corporelles et à diminuer les actifs d'impôts futurs. L'ajustement de transition aura pour effet d'augmenter les bénéfices non répartis de près de 1 100 000 \$. Pour l'exercice 2011, ce changement se traduira par une diminution de la charge d'amortissement annuelle et par une augmentation du bénéfice net de près de 200 000 \$.

### **Dépréciations d'actifs (IAS 36)**

Le test de dépréciation selon les PCGR du Canada comprend deux étapes, dont la première consiste en une comparaison de la valeur comptable des actifs à long terme avec les flux de trésorerie futurs non actualisés, ce qui permet de déterminer si une dépréciation existe. Si la valeur comptable dépasse la valeur recouvrable sur une base non actualisée, les flux de trésorerie seront donc actualisés aux fins du calcul de la valeur de la dépréciation et les valeurs comptables seront dépréciées à la juste valeur estimative. L'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, a recours à une approche en une étape pour tester et évaluer la perte de valeur, la valeur comptable des actifs étant directement comparée à la juste valeur diminuée des coûts de vente ou à la valeur d'utilité (laquelle utilise les flux de trésorerie futurs actualisés), selon la plus élevée des deux.

La société a terminé l'analyse de ses activités et a déterminé quelles unités génératrices de trésorerie seront utilisées aux fins des tests de dépréciation et quels regroupements d'unités génératrices de trésorerie serviront aux tests liés aux écarts d'acquisition. Des modèles ont été développés et seront utilisés au besoin pour les tests de dépréciation à la date de transition aux IFRS et par la suite. Au moment de la mise en œuvre des IFRS, la société prévoit comptabiliser un ajustement de transition visant à réduire les immobilisations corporelles et à augmenter les actifs d'impôts futurs. L'ajustement de transition aura pour effet de réduire les bénéfices non répartis d'environ 2 800 000 \$. Pour l'exercice 2011, ce changement se traduira par une diminution de la charge d'amortissement annuelle et une augmentation du bénéfice net d'environ 400 000 \$.

### **Options sur actions**

Aux termes des IFRS, le calcul des charges de rémunération de la période doit tenir compte d'une estimation des droits déçus. Les coûts de rémunération doivent être cumulés selon la meilleure estimation du nombre d'options devant être acquises, en tenant compte des révisions apportées à cette estimation si de nouvelles informations indiquent que les droits déçus réels différeront probablement des estimations originales. La société devra modifier le calcul de manière à ce qu'il tienne compte d'une estimation des droits déçus futurs. Selon les renseignements recueillis à ce jour, l'incidence sur les options passées devrait être négligeable.

### **Programmes de fidélisation de la clientèle (IFRIC 13)**

Les IFRS exigent que la juste valeur des programmes de fidélisation soit comptabilisée à titre de composante distincte de l'opération de vente initiale. La société devra reporter une tranche de l'opération de vente initiale au cours de laquelle les primes sont accordées jusqu'à ce que la société ait respecté ses engagements. Aux termes des PCGR du Canada, la société comptabilise le coût net du programme à titre de coût d'exploitation. Au moment de la mise en œuvre des IFRS, la société prévoit comptabiliser un ajustement de transition visant à réduire les créditeurs et les charges à payer, comptabiliser les produits reportés et augmenter les actifs d'impôts futurs. L'ajustement de transition aura pour effet de réduire les bénéfices non répartis d'environ 5 400 000 \$. Pour l'exercice 2011, ce changement se traduira par une baisse des produits de près de 8 200 000 \$ et une diminution des frais de vente et de distribution d'environ 7 700 000 \$, et, par le fait même, une diminution du bénéfice net d'environ 400 000 \$.

### **Avantages du personnel (IAS 19)**

Aux termes des IFRS, les passifs et les charges relatifs au coût des services passés lié aux droits acquis dans le cadre d'un régime à prestations déterminées sont comptabilisés immédiatement à l'état des résultats. Le coût des services passés de la société acquis en vertu du régime à prestations déterminées et du RCRC est comptabilisé sur la durée moyenne résiduelle d'activité prévue selon les PCGR du Canada. Au moment de la mise en œuvre des IFRS, la société prévoit comptabiliser un ajustement de transition visant à augmenter le passif au titre des prestations constituées et à accroître les actifs d'impôts futurs. L'ajustement de transition aura pour effet de réduire les bénéfices non répartis d'environ 3 900 000 \$. Pour l'exercice 2011, ce changement se traduira par une baisse des frais administratifs et une augmentation du bénéfice net d'environ 400 000 \$.

Aux termes des IFRS, l'obligation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et les actifs du régime sont évalués à la date de clôture, tandis que, selon les PCGR du Canada, la société évaluait l'obligation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et les actifs du régime au 31 décembre. À la mise en application des IFRS, la société s'attend à comptabiliser un ajustement de transition afin d'accroître le passif au titre des prestations constituées ainsi que les actifs d'impôts futurs. L'ajustement de transition entraînera une baisse des bénéfices non répartis de près de 800 000 \$. Pour l'exercice 2011, ce changement se traduira par une baisse des frais administratifs et une augmentation du bénéfice net d'environ 1 000 000 \$.

Par ailleurs, en ce qui a trait à sa convention comptable à l'égard de son régime à prestations déterminées, la société a décidé de comptabiliser les gains et pertes actuariels directement dans les autres éléments du résultat étendu plutôt qu'au bénéfice net. Pour l'exercice 2011, ce changement se traduira par une baisse des frais d'administration et une augmentation du bénéfice net d'environ 800 000 \$.

### **Immobilisations incorporelles (IAS 38)**

Les PCGR du Canada autorisent le report des frais de publicité (à titre d'éléments payés d'avance) et leur passation en charges au moment où la campagne publicitaire a lieu. Aux termes des IFRS, les frais de publicité doivent être comptabilisés à titre de charge au moment où les frais sont engagés. Au moment de la mise en œuvre des IFRS, la société prévoit comptabiliser un ajustement de transition visant à réduire les charges payées d'avance et à augmenter les actifs d'impôts futurs. L'ajustement de transition aura pour effet de réduire les bénéfices non répartis d'environ 600 000 \$. L'incidence liée à ce changement pour l'exercice 2011 sera minimale.

### **Instruments financiers (IAS 39)**

Les titres négociables de la société sont classés comme étant « disponibles à la vente ». Ces actifs financiers sont évalués à la valeur de marché dans le résultat étendu à chaque fin de période.

Aux termes des PCGR du Canada, lorsque, pour les actifs disponibles à la vente (présentés à la juste valeur), se produit un repli « durable » de la juste valeur d'un actif financier, la perte cumulée ayant été comptabilisée directement dans les autres éléments du résultat étendu est supprimée du cumul des autres éléments du résultat étendu pour être présentée dans le bénéfice net, et ce, même si l'actif financier n'a pas été vendu.

Aux termes des IFRS, une perte de valeur à l'égard des titres disponibles à la vente est comptabilisée lorsque la juste valeur de ces derniers subit une baisse « importante ou prolongée » en deçà de son coût. Toute perte de valeur est comptabilisée dans le bénéfice net.

La mise en œuvre des IFRS a occasionné un changement dans la détermination de la perte liée aux baisses de valeur, celles-ci passant de « durables » à « importantes ou prolongées »; par conséquent, la société prévoit comptabiliser un ajustement de transition afin de reclasser les pertes de valeur découlant du cumul des autres éléments du résultat étendu et réduire les bénéfices non répartis d'environ 6 300 000 \$. Pour l'exercice 2011, ce changement se traduira par une hausse du revenu de placement et une augmentation du bénéfice net d'environ 200 000 \$.

Divers autres secteurs des IFRS auront des répercussions pour la société, mais dans une moindre mesure.

### **Répercussions sur les systèmes d'information et sur la technologie de l'information**

Pour l'instant, la transition est censée avoir peu de répercussions sur les systèmes d'information utilisés par la société.

### **Répercussions sur les contrôles internes et les contrôles et procédures de communication de l'information**

La transition aux IFRS n'aura pas de répercussion importante sur les contrôles internes de la société. Les différences attribuables aux IFRS pourront entraîner des changements de présentation et de processus devant permettre la communication d'informations plus détaillées dans les notes afférentes aux états financiers. Toutefois, pour l'instant, il n'est pas prévu qu'il en résultera de nombreuses différences pour les traitements comptables utilisés par la société.

Les contrôles et procédures de communication de l'information pourront changer en raison de la transition aux IFRS, mais l'on s'attend, là aussi, à ce que les répercussions soient minimales.

### **Répercussions sur l'expertise en matière d'information financière**

Tous les membres de l'équipe des finances directement touchés par la transition aux IFRS ont suivi une formation. Les autres membres du personnel des finances suivront, au besoin, une formation relative aux IFRS.

### **Généralités**

La direction a implanté un système pour pouvoir comptabiliser en parallèle l'information financière selon les IFRS à la date de transition et pour chacune des périodes financières de l'exercice 2011 dont les chiffres comparatifs seront présentés dans les états financiers de l'exercice 2012 préparés selon les IFRS.

La société continue de surveiller et d'évaluer les conséquences des différences changeantes entre les PCGR du Canada et les IFRS, l'*International Accounting Standards Board* («IASB») étant censé continuer à publier de nouvelles normes comptables pendant la période de transition.

Le projet de conversion aux IFRS de la société progresse conformément à l'échéancier prévu. Au fur et à mesure que ce projet avancera, la société pourra modifier ses intentions et les étapes à franchir qui ont été communiquées au moment de la présentation de l'information afin de tenir compte des modifications apportées aux normes internationales en cours d'élaboration ou à la lumière de nouvelles informations ou d'autres facteurs externes dont elle pourrait prendre connaissance d'ici au basculement.

# Rapport de gestion

## **CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que toute l'information est recueillie et communiquée en temps opportun à la haute direction, y compris au président du conseil et chef de la direction et au chef des finances, de manière à ce que des décisions éclairées puissent être prises en temps opportun en ce qui concerne son obligation d'informer le public.

L'efficacité de la conception et du fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information a été évaluée au 29 janvier 2011. Sur la base de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que les contrôles et procédures de communication, au sens du *Règlement 52-109*, étaient conçus de manière adéquate et fonctionnaient efficacement en date du 29 janvier 2011.

## **CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. En outre, il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière pour le compte de la société.

L'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société a été évaluée au 29 janvier 2011. Sur la base de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société, au sens du *Règlement 52-109*, était conçu de manière adéquate et fonctionnait efficacement.

Les évaluations ont été effectuées conformément au cadre et aux critères que le Committee of Sponsoring Organizations (le «COSO») de la Treadway Commission a énoncés dans sa publication *Internal Control - Integrated Framework*, modèle de contrôle reconnu, et conformément aux exigences du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*.

Au cours de l'exercice clos le 29 janvier 2011, la société n'a apporté à la conception de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière aucun changement qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société.

## **PERSPECTIVES**

Malgré les signes d'une reprise économique, l'économie canadienne n'a pas retrouvé son état d'avant la récession. Dans son *Rapport sur la politique monétaire* de janvier 2011, la Banque du Canada a prévu que l'économie affichera une croissance plus modeste que ce qui avait été prévu, anticipant une croissance de 2,4% au cours de l'année 2011 et de 2,8% en 2012. Les niveaux d'emploi au Canada ont affiché une croissance graduelle, les ventes dans le secteur du commerce de détail sont plus favorables et le taux d'inflation est demeuré stable et, selon les prévisions, devrait se maintenir à un taux peu élevé. La force du dollar canadien favorise les importateurs. Elle freine toutefois l'activité économique dans d'autres secteurs au pays. Le marché du vêtement continue de se heurter à la montée des prix du coton et des prix d'autres intrants. Les prix du coton, un matériau important de la fabrication des vêtements, se sont accrus pour atteindre des sommets et, conjointement avec l'importante pénurie d'approvisionnement, ils devraient exercer une pression sur les marges de certains produits. La société continue de surveiller de près l'évolution de la situation dans l'optique de continuer d'établir ses prix en fonction de la valeur. La société estime que la demande des consommateurs demeurera faible étant donné que les consommateurs subissent les contrecoups de la récente envolée des prix de l'essence et des aliments. Ces attentes guident la direction dans sa gestion de toutes les facettes de l'entreprise. Sur une note positive, la direction est d'avis que la société demeure en mesure d'améliorer sa position sur les marchés, et ce, dans tous les créneaux de marché qu'elle occupe, en proposant une vaste gamme de marchandises de qualité à bon prix. La société n'a pratiquement aucune dette et dispose de réserves de trésorerie qui lui permettent d'agir lorsque des occasions se présentent à tous les égards, notamment en ce qui concerne le marchandisage, l'acquisition ou la construction de magasins, le remplacement ou la mise à niveau de systèmes ou, encore, l'expansion par voie d'acquisitions.

Le bureau de Hong Kong continue d'être bénéfique à la société, comptant plus de 110 salariés à plein temps spécialisés dans la recherche de vêtements à la mode, de haute qualité et à prix abordables pour toutes les bannières.

La direction de la société est d'avis que, de manière générale, les consommateurs continueront à percevoir d'un bon œil la marchandise offerte. La société jouit d'un excellent bilan ainsi que de liquidités et d'une capacité d'emprunt de premier ordre. Ses systèmes, notamment pour l'approvisionnement en marchandises, le contrôle des stocks, la planification, la répartition et la distribution, la gestion du centre de distribution, les points de vente, la gestion financière et la technologie de l'information sont entièrement intégrés. La société s'est engagée à continuer d'investir dans la formation de ses salariés à tous les niveaux.



# Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

La responsabilité des états financiers ci-joints et de toute l'information figurant dans le présent rapport annuel, lesquels ont été approuvés par le conseil d'administration de Reitmans (Canada) Limitée, incombe à la direction.

Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et ils comprennent des montants fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement de la direction. L'information financière présentée ailleurs dans ce rapport annuel concorde avec l'information présentée dans les états financiers.

La direction de la société a établi et maintient un système de contrôle comptable interne. La direction est d'avis que ce système est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité des documents financiers aux fins de la préparation des états financiers et à la protection et à la comptabilisation adéquates des actifs de la société.

Le conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité à l'égard de la présentation des états financiers dans le présent rapport annuel principalement par l'entremise de son comité d'audit, dont tous les membres sont des administrateurs externes. Le comité d'audit passe en revue les états financiers annuels de la société et recommande au conseil d'administration de les approuver. Les auditeurs nommés par les actionnaires ont librement accès au comité d'audit et peuvent rencontrer ses membres en présence ou en l'absence de la direction.

Les auditeurs désignés par les actionnaires, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés, ont examiné les états financiers et ont produit un rapport, présenté ci-après, portant sur ces états.

(signé)

Jeremy H. Reitman  
Président du conseil et chef de la direction

Le 30 mars 2011

(signé)

Eric Williams, CA  
Vice-président - Finance et chef des finances

## Rapport des auditeurs indépendants

Aux actionnaires de Reitmans (Canada) Limitée

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Reitmans (Canada) Limitée, qui comprennent les bilans au 29 janvier 2011 et au 30 janvier 2010, et les états des résultats, du résultat étendu, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité des auditeurs

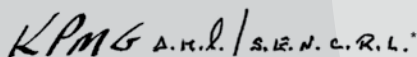
Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Reitmans (Canada) Limitée au 29 janvier 2011 et au 30 janvier 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

  
KPMG S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 30 mars 2011

\*CA auditeur permis n° 23443

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. est une société canadienne à responsabilité limitée et un cabinet membre du réseau KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Cooperative (« KPMG International »), entité suisse. KPMG Canada fournit des services à KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

# États des résultats

Pour les exercices clos le 29 janvier 2011 et le 30 janvier 2010  
(en milliers, sauf les montants par action)

	2011	2010
Chiffre d'affaires	1 070 277 \$	1 056 527 \$
Coût des marchandises vendues, frais de vente et frais généraux et administratifs (note 4)	887 673	898 039
Amortissement	182 604	158 488
Bénéfice d'exploitation avant les éléments ci-dessous	60 456	60 619
Revenu de placement (note 15)	122 148	97 869
Intérêts sur la dette à long terme	3 756	1 992
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	767	846
Impôts sur le bénéfice (note 9)	125 137	99 015
Exigibles	41 669	34 705
Futurs	(3 553)	(2 926)
Bénéfice net	38 116	31 779
Bénéfice par action (note 11)	87 021 \$	67 236 \$
De base	1,30 \$	0,98 \$
Dilué	1,29	0,98

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

# États du résultat étendu

Pour les exercices clos le 29 janvier 2011 et le 30 janvier 2010  
(en milliers)

	2011	2010
Bénéfice net	87 021 \$	67 236 \$
Autres éléments du résultat étendu		
Gain net non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente survenu au cours de l'exercice (déduction faite des impôts de 427 \$; 960 \$ en 2010)	2 866	5 991
Reclassement dans le bénéfice net des pertes sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts de 14 \$; 103 \$ en 2010)	95	691
Résultat étendu	2 961	6 682
	89 982 \$	73 918 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

# Bilans

Au 29 janvier 2011 et au 30 janvier 2010  
(en milliers)

	2011	2010
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	230 034 \$	228 577 \$
Titres négociables (note 15)	70 413	48 026
Débiteurs	2 866	2 926
Stocks (note 4)	73 201	63 127
Charges payées d'avance	13 258	11 873
Impôts futurs (note 9)	2 001	2 395
Total de l'actif à court terme	391 773	356 924
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Immobilisations corporelles (note 5)	194 612	210 612
Actifs incorporels (note 6)	13 841	9 964
Total des immobilisations	208 453	220 576
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION</b>	42 426	42 426
<b>IMPÔTS FUTURS (note 9)</b>	14 972	11 466
	<b>657 624 \$</b>	<b>631 392 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>PASSIF À COURT TERME</b>		
Créditeurs et charges à payer	88 372 \$	77 766 \$
Impôts sur le bénéfice exigibles	5 998	4 677
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an (note 8)	1 384	1 300
Total du passif à court terme	95 754	83 743
<b>CRÉDITS REPORTÉS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION</b>	19 011	20 609
<b>DETTE À LONG TERME (note 8)</b>	10 047	11 431
<b>PASSIF AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES (note 7)</b>	9 112	5 443
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital-actions (note 10)	29 614	25 888
Surplus d'apport	6 266	5 164
Bénéfices non répartis	486 367	480 622
Cumul des autres éléments du résultat étendu	1 453	(1 508)
Total des capitaux propres	487 820	479 114
Engagements (note 12)	523 700	510 166
	<b>657 624 \$</b>	<b>631 392 \$</b>

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

Au nom du conseil,

(signé)

Jeremy H. Reitman, administrateur

(signé)

Stephen J. Kauser, administrateur

# États de la variation des capitaux propres

Pour les exercices clos le 29 janvier 2011 et le 30 janvier 2010  
(en milliers)

	2011	2010
<b>CAPITAL-ACTIONS</b>		
Solde au début de l'exercice	<b>25 888 \$</b>	23 830 \$
Contrepartie en espèces à l'exercice d'options sur actions	<b>3 569</b>	2 614
Valeur attribuée créditée au capital-actions par suite de l'exercice d'options sur actions	<b>888</b>	655
Annulation d'actions aux termes du programme de rachat d'actions (note 10)	<b>(731)</b>	(1 211)
Solde à la fin de l'exercice	<b>29 614</b>	25 888
<b>SURPLUS D'APPORT</b>		
Solde au début de l'exercice	<b>5 164</b>	4 538
Coûts de rémunération liés aux options sur actions	<b>1 990</b>	1 281
Valeur attribuée créditée au capital-actions par suite de l'exercice d'options sur actions	<b>(888)</b>	(655)
Solde à la fin de l'exercice	<b>6 266</b>	5 164
<b>BÉNÉFICES NON RÉPARTIS</b>		
Solde au début de l'exercice	<b>480 622</b>	502 361
Bénéfice net	<b>87 021</b>	67 236
Dividendes	<b>(51 895)</b>	(49 351)
Prime au rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 10)	<b>(29 381)</b>	(39 624)
Solde à la fin de l'exercice	<b>486 367</b>	480 622
<b>CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU</b>		
Solde au début de l'exercice	<b>(1 508)</b>	(8 190)
Gain net non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente survenu au cours de l'exercice (déduction faite des impôts de 427 \$; 960 \$ en 2010)	<b>2 866</b>	5 991
Reclassement dans le bénéfice net des pertes sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts de 14 \$; 103 \$ en 2010)	<b>95</b>	691
Solde à la fin de l'exercice <sup>1</sup>	<b>1 453</b>	(1 508)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>523 700 \$</b>	510 166 \$

<sup>1</sup> Les titres négociables sont classés comme étant des placements financiers disponibles à la vente et constituent le seul élément du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

# États des flux de trésorerie

Pour les exercices clos le 29 janvier 2011 et le 30 janvier 2010  
(en milliers)

	2011	2010
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice net	<b>87 021 \$</b>	67 236 \$
Ajustements au titre de ce qui suit :		
Amortissement	<b>60 456</b>	60 619
Impôts futurs	<b>(3 553)</b>	(2 926)
Rémunération à base d'actions	<b>1 990</b>	1 281
Amortissement des crédits reportés au titre des contrats de location	<b>(4 956)</b>	(5 254)
Crédits reportés au titre des contrats de location	<b>3 358</b>	3 738
Cotisations à un régime de retraite	<b>(629)</b>	(612)
Charge de retraite	<b>4 298</b>	2 137
Perte sur la vente de titres négociables	<b>109</b>	794
(Gain) perte de change	<b>(31)</b>	1 382
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation	<b>(883)</b>	17 744
	<b>147 180</b>	146 139
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Achats de titres négociables	<b>(20 803)</b>	(12 951)
Produit de la vente de titres négociables	<b>1 709</b>	4 694
Acquisition d'immobilisations	<b>(46 922)</b>	(33 185)
	<b>(66 016)</b>	(41 442)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Dividendes versés	<b>(51 895)</b>	(49 351)
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote aux fins d'annulation	<b>(30 112)</b>	(40 835)
Remboursements sur la dette à long terme	<b>(1 300)</b>	(1 220)
Produit tiré de l'exercice d'options sur actions	<b>3 569</b>	2 614
	<b>(79 738)</b>	(88 792)
<b>GAIN (PERTE) DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENU EN DEVISES</b>	<b>31</b>	(1 382)
<b>AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>1 457</b>	14 523
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>228 577</b>	214 054
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>230 034 \$</b>	228 577 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 15)

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

# Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices clos le 29 janvier 2011 et le 30 janvier 2010  
(Tous les montants sont en milliers, sauf les montants par action)

# Notes

---

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et sa principale activité est la vente au détail de vêtements pour dames.

## 1. RÈGLES DE PRÉSENTATION

L'exercice de la société se termine le samedi le plus rapproché de la fin du mois de janvier. Toute référence à 2011 et à 2010 représente respectivement l'exercice clos le 29 janvier 2011 et l'exercice clos le 30 janvier 2010. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des états financiers de l'exercice à l'étude.

## 2. ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ MISES EN ŒUVRE

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'utiliser les normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Pour ces entreprises, les IFRS remplaceront les PCGR du Canada existants. Les nouvelles normes s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les sociétés seront tenues de fournir des informations correspondantes selon les IFRS pour l'exercice précédent. La société appliquera cette norme à compter du premier trimestre de l'exercice devant se clore le 28 janvier 2012.

## 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### a) Constatation du revenu

Les ventes sont comptabilisées lorsque le client achète et prend livraison du produit. Les ventes sont constatées déduction faite des retours et de la provision estimative pour retours et excluent les taxes de vente. Les cartes-cadeaux vendues sont constatées comme passif, et le revenu est constaté lorsque les cartes-cadeaux sont encaissées. La société produit une estimation à l'égard des cartes cadeaux pour lesquelles elle a des raisons de croire qu'elles ne seront pas encaissées en se fondant sur les modalités des cartes-cadeaux et les tendances d'encaissement passées.

### b) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de la trésorerie et des dépôts à court terme dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

### c) Titres négociables

Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes.

### d) Stocks

Les stocks de marchandises sont évalués au prix coûtant, déterminé d'après une moyenne établie selon la méthode de l'inventaire au prix de détail, ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le prix coûtant comprend le coût d'acquisition, les coûts de transport directement engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent et certains coûts du centre de distribution liés aux stocks. La société estime la valeur nette de réalisation comme étant le montant auquel les stocks devraient être vendus compte tenu des variations des prix de détail attribuables au caractère saisonnier. Les stocks sont dépréciés à la valeur nette de réalisation lorsqu'il n'est pas prévu que le coût des stocks sera recouvré en raison de la baisse des prix de vente.

# Notes afférentes aux états financiers

## e) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant et amorties selon la méthode linéaire aux taux annuels suivants appliqués à leur prix coûtant, à compter de l'année d'acquisition :

Bâtiments et améliorations	de 4 % à 10 %
Agencements et matériel	de 5 % à 33 $\frac{1}{3}$ %
Logiciels	de 20 % à 33 $\frac{1}{3}$ %

Les améliorations locatives sont amorties sur la durée de vie utile estimative de l'actif ou la durée du contrat de location, selon la moindre des deux. Les incitatifs à la location pour locataires sont constatés à titre de crédits reportés au titre des contrats de location et amortis comme une réduction des frais de location sur la durée des contrats de location connexes.

Les dépenses relatives à l'ouverture de nouveaux magasins, autres que pour les agencements, le matériel et les améliorations locatives, sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

La société exerce ses activités dans des locaux loués aux termes de contrats de location comportant des modalités diverses, qui sont comptabilisés comme contrats de location exploitation.

La charge d'amortissement comprend la radiation des actifs associés aux fermetures de magasins et aux rénovations.

Les actifs à long terme, y compris les actifs incorporels, sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements indiquent qu'il pourrait y avoir une baisse de valeur. La perte de valeur se calcule comme étant le montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs excède sa juste valeur. Si l'actif ou le groupe d'actifs en question est considéré comme ayant subi une baisse de valeur, une perte de valeur est constatée et la valeur comptable de l'actif à long terme fait l'objet d'un ajustement.

## f) Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais ils font l'objet d'un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que les actifs pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation s'effectue en deux étapes. À la première étape, la valeur comptable de l'unité d'exploitation est comparée à sa juste valeur. Lorsque la juste valeur excède la valeur comptable, les écarts d'acquisition de l'unité d'exploitation sont considérés comme n'ayant pas subi de baisse de valeur et, dans ce cas, la deuxième étape du test de dépréciation n'est pas effectuée. Cette deuxième étape s'impose lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur. Dans ce cas, la juste valeur implicite des écarts d'acquisition liés à l'unité d'exploitation est comparée à sa valeur comptable afin de mesurer la baisse de valeur, le cas échéant.

## g) Impôts sur le bénéfice

La société a recours à la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser ses impôts sur le bénéfice. Selon cette méthode, des impôts futurs sont constatés pour tenir compte des incidences fiscales futures des écarts entre les valeurs comptables des actifs et passifs présentés aux états financiers et leurs valeurs fiscales respectives (écarts temporaires). Les actifs et passifs d'impôts futurs sont calculés selon les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur qui devraient s'appliquer au bénéfice imposable des exercices au cours desquels il est prévu que les écarts temporaires se résorberont ou seront réglés. L'incidence d'une modification des taux d'imposition sur les actifs et passifs d'impôts futurs est prise en compte dans les résultats de la période au cours de laquelle la modification entre en vigueur. Les actifs d'impôts futurs sont évalués, et une provision pour moins-value est constituée si leur réalisation n'est pas considérée comme étant plus probable qu'improbable.

La provision pour les impôts de la société est établie en fonction de règles et de règlements fiscaux qui peuvent donner lieu à des interprétations et nécessiter la formulation d'estimations et d'hypothèses qui pourraient être remises en question par les autorités fiscales. Les estimations de la société relativement aux actifs et aux passifs d'impôts sont réévaluées de façon périodique et ajustées lorsque les circonstances l'exigent, notamment lors de changements aux lois fiscales et aux directives administratives et de la résorption d'incertitudes par suite de la conclusion de vérifications fiscales ou de l'expiration des délais de prescription applicables selon les lois en vigueur. L'issue définitive des vérifications fiscales gouvernementales et d'autres événements peut s'écarter considérablement des estimations et hypothèses sur lesquelles la direction se fonde pour établir la provision pour les impôts et évaluer les actifs et les passifs d'impôts.

## h) Régimes de retraite

La société offre un régime de retraite contributif à prestations déterminées qui prévoit le versement de prestations de retraite en fonction du nombre d'années de service et des gains moyens des cinq années consécutives les plus favorables. La société offre également un régime complémentaire de retraite pour cadres dirigeants (le «RCRCD»), lequel n'est ni enregistré ni préalablement capitalisé. Le coût de ces régimes de retraite est établi périodiquement par des actuaires indépendants. Le calcul du bénéfice net tient compte de la charge ou du revenu de retraite.

# Notes afférentes aux états financiers

La société inscrit le coût de ses prestations de retraite d'après les conventions suivantes :

- Le coût des prestations de retraite est calculé sur une base actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services.
- Aux fins du calcul du rendement prévu des actifs des régimes, l'évaluation de ces actifs est fondée sur des valeurs marchandes cotées.
- Les coûts des services passés découlant des modifications apportées aux régimes sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle moyenne de service des salariés actifs à la date des modifications.
- Les écarts entre résultats et prévisions découlant des obligations au titre des prestations constituées et des actifs des régimes sont constatés dans la période au cours de laquelle ils surviennent.

La différence entre les montants cumulatifs passés en charges et les cotisations nécessaires à la capitalisation des régimes est constatée au bilan comme un actif ou un passif au titre des prestations constituées, selon le cas.

## **i) Rémunération à base d'actions**

La société comptabilise la rémunération et les autres paiements à base d'actions à l'aide de la méthode fondée sur la juste valeur. Le coût de rémunération est évalué à la juste valeur à la date d'attribution et il est passé en charges sur la période d'acquisition des droits, qui est généralement de cinq ans. La société constate les droits déçus au fur et à mesure qu'ils surviennent.

## **j) Bénéfice par action**

Le bénéfice de base par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour calculer le bénéfice dilué par action. Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est majoré pour tenir compte du nombre d'actions supplémentaires émises découlant de l'exercice présumé des options, si elles ont un effet dilutif. Le nombre d'actions supplémentaires est calculé en présumant que le produit découlant de l'exercice des options ainsi que le montant de la rémunération à base d'actions non constatée servent à acheter des actions de catégorie A sans droit de vote au cours moyen de l'action pendant l'exercice.

## **k) Conversion des devises**

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les autres éléments du bilan libellés en devises sont convertis en dollars canadiens selon le taux de change en vigueur à la date à laquelle les diverses opérations ont lieu. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux moyen de l'exercice. Les gains ou pertes de change sont pris en compte dans le calcul du bénéfice net.

## **l) Instruments financiers**

Tous les instruments financiers sont classés dans l'une des cinq catégories suivantes, à savoir les instruments détenus à des fins de transaction, les placements détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances, les actifs financiers disponibles à la vente et les autres passifs financiers. Tous les instruments financiers, y compris les instruments dérivés, sont inclus au bilan et évalués à la juste valeur de marché, sauf en ce qui a trait aux prêts et créances, aux placements détenus jusqu'à leur échéance et aux autres passifs financiers qui sont évalués au coût après amortissement. Les évaluations subséquentes et la comptabilisation des variations de la juste valeur des instruments financiers dépendront de leur classement initial. Les placements financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur et tous les gains et pertes sont compris dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle ils surviennent. Les instruments financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur et les gains et pertes résultant de la réévaluation sont présentés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif soit sorti du bilan. Les actifs et passifs financiers sont évalués à la juste valeur selon une hiérarchie de la juste valeur qui classe par ordre de priorité les données utilisées pour évaluer la juste valeur. Le niveau 1 correspond aux données observables, notamment les prix cotés sur des marchés actifs. Le niveau 2 englobe les données autres que les prix cotés sur des marchés actifs, qui sont observables directement ou indirectement. Le niveau 3 comprend les données d'entrée qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables ou alors le sont seulement dans une très faible mesure, ce qui oblige les entités à établir leurs propres hypothèses.

Les instruments dérivés sont constatés à titre d'actifs ou de passifs évalués à la juste valeur, à moins qu'ils n'aient pas à être traités à titre de dérivés, comme une opération normale d'achat et de vente. Certains instruments dérivés incorporés dans d'autres contrats doivent également être mesurés à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés sont constatées dans le résultat net, à moins que certaines conditions de la comptabilité de couverture ne soient remplies, conditions selon lesquelles une entreprise doit documenter, désigner et évaluer en bonne et due forme l'efficacité des opérations qui font l'objet de la comptabilité de couverture.



# Notes afférentes aux états financiers

La société a classé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie comme étant détenus à des fins de transaction. Elle a également classé ses débiteurs comme prêts et créances et ses titres négociables comme étant disponibles à la vente. Les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme ont été classés comme « autres passifs financiers » et sont évalués au coût après amortissement.

La société comptabilise ses coûts de transaction relatifs aux instruments financiers, outre les instruments financiers détenus à des fins de transaction, lors de l'évaluation initiale de l'instrument et amortit ces coûts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La société envisage d'avoir recours à des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus trois mois pour gérer le risque auquel l'expose le dollar américain. Les instruments financiers dérivés ne sont pas utilisés à des fins de négociation ni de spéculation, et ils sont constatés pour refléter leur évaluation à la valeur de marché. Les gains et les pertes connexes sont pris en compte dans le calcul du bénéfice net.

La société ne comptabilise pas séparément les instruments dérivés de change en dollars américains incorporés dans les contrats d'achat de marchandises qu'elle conclut avec des fournisseurs en Chine étant donné que le dollar américain est couramment utilisé dans l'environnement économique de ce pays.

## **m) Résultat étendu**

Le résultat étendu, qui se compose du bénéfice net et des autres éléments du résultat étendu, s'entend de la variation des capitaux propres découlant d'opérations et d'autres événements sans rapport avec les propriétaires. Par « autres éléments du résultat étendu », on entend les éléments comptabilisés dans le résultat étendu, mais qui sont exclus du bénéfice net calculé selon les principes comptables généralement reconnus; les autres éléments du résultat étendu comprennent les gains et pertes non réalisés sur les actifs financiers classés comme disponibles à la vente.

## **n) Recours à des estimations**

L'établissement des états financiers de la société exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la valeur comptable des produits et des charges de l'exercice visé. Les résultats financiers établis à partir d'événements réels peuvent différer de ces estimations.

Les domaines significatifs visés par les estimations et les hypothèses de la direction comprennent les hypothèses clés servant à la détermination de la durée de vie utile et de la recouvrabilité des immobilisations, des coûts de rémunération à base d'actions, des actifs et obligations au titre des prestations de retraite des salariés, des actifs et des passifs d'impôts futurs, de l'évaluation des stocks, de la provision pour retours sur ventes et du passif au titre des cartes-cadeaux.

## **4. STOCKS**

Le coût des stocks constaté comme une charge et inclus dans le coût des marchandises vendues, frais de vente et frais généraux et administratifs de l'exercice clos le 29 janvier 2011 s'est établi à 350 671 \$ (378 292 \$ au 30 janvier 2010). Au cours de l'exercice, la société a constaté une somme de 1 955 \$ (1 873 \$ au 30 janvier 2010) au titre de la dépréciation des stocks du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au prix coûtant, et aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

# Notes afférentes aux états financiers

## 5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2011			2010		
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	5 860 \$	– \$	5 860 \$	5 860 \$	– \$	5 860 \$
Bâtiments et améliorations	51 925	21 284	30 641	52 411	19 499	32 912
Agencements et matériel	175 386	101 880	73 506	177 874	97 398	80 476
Améliorations locatives	194 904	110 299	84 605	194 782	103 418	91 364
	<b>428 075 \$</b>	<b>233 463 \$</b>	<b>194 612 \$</b>	<b>430 927 \$</b>	<b>220 315 \$</b>	<b>210 612 \$</b>

Au cours de l'exercice, en raison de diverses fermetures de magasins et de rénovations, la société a radié des actifs dont la valeur comptable nette s'est établie à 1 761 \$ (1 670 \$ au 30 janvier 2010). Ces radiations sont comprises dans la charge d'amortissement. Un montant de 3 548 \$ (3 128 \$ au 30 janvier 2010) inclus dans les immobilisations n'est pas amorti; il le sera une fois que les actifs auront été mis en service.

## 6. ACTIFS INCORPORELS

	2011			2010		
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Logiciels	22 184 \$	8 343 \$	13 841 \$	17 072 \$	7 108 \$	9 964 \$

Un montant de 6 930 \$ (2 334 \$ au 30 janvier 2010) inclus dans les logiciels n'est pas amorti; il le sera une fois que les logiciels auront été mis en service.

## 7. RÉGIMES DE RETRAITE

Le régime de retraite contributif à prestations déterminées de la société (le « régime ») a fait l'objet d'une évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2007. Une évaluation actuarielle est prévue; elle sera effectuée à partir des données disponibles à la date d'évaluation du 31 décembre 2010.

Élaborées à partir des données disponibles au 31 décembre 2010, les hypothèses actuarielles utilisées dans le calcul de l'obligation de la société au titre des prestations constituées et du coût net du régime de retraite pour la société sont les suivantes :

	2011	2010
<b>Obligation au titre des prestations constituées</b>		
Taux d'actualisation	<b>5,10 %</b>	5,80 %
Taux d'augmentation des salaires	<b>3,00 %</b>	3,00 %
<b>Coût net de retraite</b>		
Taux d'actualisation	<b>5,80 %</b>	6,30 %
Taux de rendement prévu à long terme des actifs du régime	<b>7,00 %</b>	7,00 %
Taux d'augmentation des salaires	<b>3,00 %</b>	3,00 %

En outre, la société parraine un régime complémentaire de retraite pour cadres dirigeants (le « RCRC ») couvrant certains membres du régime de retraite. Ce régime spécial fait l'objet des mêmes hypothèses et méthodes actuarielles que le régime.

# Notes afférentes aux états financiers

Les tableaux suivants présentent des rapprochements des obligations au titre des prestations, des actifs des régimes et de la situation de capitalisation des régimes de retraite :

	2011			2010		
	Régime	RCRCD	Total	Régime	RCRCD	Total
<b>Obligations au titre des prestations constituées</b>						
Obligations au titre des prestations constituées au début de l'exercice	10 940 \$	10 775 \$	21 715 \$	9 676 \$	9 635 \$	19 311 \$
Cotisations salariales	135	-	135	135	-	135
Coût des services rendus au cours de l'exercice	444	217	661	380	223	603
Intérêts débiteurs	651	634	1 285	624	618	1 242
Prestations versées	(515)	(128)	(643)	(576)	(102)	(678)
Pertes actuarielles	1 148	1 777	2 925	701	401	1 102
Obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	12 803 \$	13 275 \$	26 078 \$	10 940 \$	10 775 \$	21 715 \$
<b>Actifs des régimes</b>						
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	10 529 \$	- \$	10 529 \$	8 976 \$	- \$	8 976 \$
Cotisations patronales	501	128	629	510	102	612
Cotisations salariales	135	-	135	135	-	135
Rendement réel des actifs des régimes	1 248	-	1 248	1 484	-	1 484
Prestations versées	(515)	(128)	(643)	(576)	(102)	(678)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	11 898 \$	- \$	11 898 \$	10 529 \$	- \$	10 529 \$
<b>Situation de capitalisation</b>						
Obligation au titre des prestations constituées	12 803 \$	13 275 \$	26 078 \$	10 940 \$	10 775 \$	21 715 \$
Juste valeur des actifs des régimes	11 898	-	11 898	10 529	-	10 529
Situation de capitalisation	(905)	(13 275)	(14 180)	(411)	(10 775)	(11 186)
Coût des services passés non amorti	-	5 068	5 068	-	5 743	5 743
Passif au titre des prestations constituées	(905) \$	(8 207) \$	(9 112) \$	(411) \$	(5 032) \$	(5 443) \$

# Notes afférentes aux états financiers

La charge nette annuelle liée aux régimes de retraite de la société se compose des éléments suivants :

	2011			2010		
	Régime	RCRCD	Total	Régime	RCRCD	Total
<b>Coût de retraite</b>						
Coût des services rendus au cours de l'exercice	444 \$	217 \$	661 \$	380 \$	223 \$	603 \$
Intérêts débiteurs	651	634	1 285	624	618	1 242
Rendement réel des actifs des régimes	(1 248)	-	(1 248)	(1 484)	-	(1 484)
Pertes actuarielles	1 148	1 777	2 925	701	401	1 102
Éléments du coût des avantages sociaux futurs avant les ajustements effectués pour tenir compte de la nature à long terme du coût des avantages sociaux futurs	995	2 628	3 623	221	1 242	1 463
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs des régimes au cours de l'exercice	512	-	512	856	-	856
Écart entre les (gains actuariels constatés) pertes actuarielles constatées au cours de l'exercice et les (gains actuariels réels) pertes actuarielles réelles sur l'obligation au titre des prestations constituées au cours de l'exercice	(512)	-	(512)	(856)	-	(856)
Écart entre l'amortissement du coût des services passés et le coût réel des modifications apportées aux régimes au cours de l'exercice	-	675	675	-	674	674
<b>Coûts nets constatés de retraite</b>	<b>995 \$</b>	<b>3 303 \$</b>	<b>4 298 \$</b>	<b>221 \$</b>	<b>1 916 \$</b>	<b>2 137 \$</b>

La répartition d'actifs des principales catégories d'actifs pour chacun des exercices indiqués s'établit comme suit :

	2011	2010
Titres de participation	61 %	61 %
Titres d'emprunt	37 %	37 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 %	2 %
	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

**8. DETTE À LONG TERME**

	2011	2010
Emprunt hypothécaire portant intérêt à un taux de 6,40 %, remboursable en versements mensuels de capital et d'intérêts de 172 \$, venant à échéance en novembre 2017 et garanti par le centre de distribution de la société, dont la valeur comptable nette s'élève à 19 282 \$ (20 304 \$ au 30 janvier 2010)	<b>11 431 \$</b>	12 731 \$
Moins la tranche échéant à moins de un an	<b>1 384</b>	1 300
	<b>10 047 \$</b>	11 431 \$

Les remboursements de capital sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

<b>Exercice devant se clore en</b>	
2012	1 384 \$
2013	1 474
2014	1 570
2015	1 672
2016	1 780
Exercices subséquents	3 551
	<b>11 431 \$</b>

# Notes afférentes aux états financiers

## 9. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

- a) Les impôts futurs tiennent compte de l'incidence nette des écarts temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de la présentation de l'information financière et les valeurs utilisées à des fins fiscales. Les principales composantes de l'actif (du passif) d'impôts futurs de la société sont les suivantes :

	2011	2010
<b>Actif à court terme</b>		
Titres négociables	– \$	142 \$
Charges à payer	<b>3 381</b>	3 313
	<b>3 381</b>	3 455
Provision pour moins-value	–	(21)
	<b>3 381 \$</b>	<b>3 434 \$</b>
<b>Actif à long terme</b>		
Immobilisations	<b>12 583 \$</b>	10 043 \$
Passif des régimes	<b>2 364</b>	1 411
Autres	<b>45</b>	50
	<b>14 992 \$</b>	<b>11 504 \$</b>
<b>Passif à court terme</b>		
Titres négociables	<b>(299) \$</b>	– \$
Stocks	<b>(1 081)</b>	(1 039)
	<b>(1 380) \$</b>	<b>(1 039) \$</b>
<b>Passif à long terme</b>		
Titres négociables	<b>(20) \$</b>	(38) \$

Ces données sont présentées comme suit au bilan :

	2011	2010
Actifs à court terme	<b>2 001 \$</b>	2 395 \$
Actifs à long terme	<b>14 972</b>	11 466

- b) La provision pour les impôts sur le bénéfice de la société se compose des éléments suivants :

	2011	2010
Provision pour les impôts sur le bénéfice selon le taux combiné prévu par la loi de 30,19% (31,72% en 2010)	<b>37 779 \$</b>	31 408 \$
Changements dans la provision résultant de ce qui suit :		
Recouvrement d'impôts découlant du report en arrière de la perte nette en capital	–	134
Revenu de placement exempt d'impôt	<b>(719)</b>	(589)
Écarts permanents et autres	<b>551</b>	565
Ajustement des impôts des exercices précédents	<b>(96)</b>	(145)
Rémunération à base d'actions	<b>601</b>	406
Impôts sur le bénéfice	<b>38 116 \$</b>	31 779 \$
Constitués de ce qui suit :		
Impôts exigibles	<b>41 669 \$</b>	34 705 \$
Impôts futurs	<b>(3 553)</b>	(2 926)
	<b>38 116 \$</b>	31 779 \$

## 10. CAPITAL-ACTIONS

- a) Les actions de catégorie A sans droit de vote et les actions ordinaires de la société ont égalité de rang quant au droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.
- b) La société a autorisé un nombre illimité d'actions de catégorie A sans droit de vote.

Le tableau qui suit présente un résumé des actions de catégorie A sans droit de vote émises pour chacun des exercices indiqués :

	Nombre d'actions	Valeur comptable
Solde au 31 janvier 2009	56 864	23 348 \$
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	277	3 269
Actions rachetées aux termes d'une offre publique de rachat	(2 981)	(1 211)
Solde au 30 janvier 2010	54 160	25 406
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	292	4 457
Actions rachetées aux termes d'une offre publique de rachat	(1 583)	(731)
Solde au 29 janvier 2011	<b>52 869</b>	<b>29 132 \$</b>

Les montants crédités au capital-actions à l'exercice de 292 options sur actions (277 en 2010) comprennent une contrepartie en espèces de 3 569 \$ (2 614 \$ en 2010) ainsi qu'une valeur attribuée de 888 \$ (655 \$ en 2010) du surplus d'apport.

La société a autorisé un nombre illimité d'actions ordinaires. Au 29 janvier 2011, 13 440 actions ordinaires étaient émises (13 440 au 30 janvier 2010) et elles comportaient une valeur comptable de 482 \$ (482 \$ au 30 janvier 2010).

- c) Le régime d'options sur actions de la société lui permet, au besoin, d'émettre l'équivalent d'au plus 10% de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du régime. L'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 10 ans. Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution.

La société a attribué 215 options sur actions pour l'exercice clos le 29 janvier 2011 (1 920 options sur actions en 2010), dont le coût sera passé en charges sur la période d'acquisition des droits en fonction de leur juste valeur estimative à la date d'attribution, valeur qui est déterminée à l'aide du modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes; d'autre part, 35 options sur actions (30 options sur actions en 2010) ont été annulées.

Le coût de rémunération lié aux attributions d'options sur actions effectuées au cours de l'exercice a été calculé en fonction de la juste valeur à l'aide des hypothèses suivantes :

	100 options attribuées le 7 avril 2010	15 options attribuées le 2 juin 2010	100 options attribuées le 14 janvier 2011
Durée prévue des options	6,5 années	4,9 années	6,5 années
Taux d'intérêt sans risque	3,59 %	2,44 %	2,90 %
Volatilité prévue du cours des actions	47,18 %	37,40 %	33,52 %
Taux moyen de rendement des actions	4,00 %	4,38 %	4,44 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	6,22 \$	4,25 \$	4,05 \$

# Notes afférentes aux états financiers

La variation des options sur actions en cours se présente comme suit :

	2011		2010	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours au début de l'exercice	3 207	14,14 \$	1 594	12,84 \$
Attribuées	215	18,02	1 920	14,50
Exercées	(292)	12,23	(277)	9,43
Frappées d'extinction	(35)	14,50	(30)	12,23
En cours à la fin de l'exercice	3 095	14,58 \$	3 207	14,14 \$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	934	13,74 \$	1 171	13,13 \$

Le tableau suivant résume l'information relative aux options sur actions en cours au 29 janvier 2011 :

Fourchette des prix d'exercice	Options en cours			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options en cours	Durée contractuelle moyenne pondérée qui reste à courir	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré
12,23 \$ – 14,50 \$	2 607	4,62 années	13,87 \$	722	12,23 \$
15,90 \$ – 18,26 \$	315	7,32	17,54	60	16,52
19,23 \$ – 22,02 \$	173	1,61	19,92	152	19,86
	<b>3 095</b>	<b>4,73 années</b>	<b>14,58 \$</b>	<b>934</b>	<b>13,74 \$</b>

Pour l'exercice clos le 29 janvier 2011, la société a constaté un coût de rémunération de 1 990 \$ (1 281 \$ en 2010) et un crédit compensatoire au surplus d'apport.

- d) En novembre 2010, la société a reçu l'approbation de la Bourse de Toronto lui permettant d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Aux termes de cette offre publique de rachat, la société peut racheter jusqu'à 2 638 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente 5% des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 17 novembre 2010. Cette offre de rachat a commencé le 28 novembre 2010 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2011.

Pour l'exercice clos le 29 janvier 2011, la société a racheté, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de l'exercice précédent, 1 583 actions de catégorie A sans droit de vote comportant une valeur comptable de 731 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 30 112 \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, soit 29 381 \$, a été imputé aux bénéfices non répartis.



# Notes afférentes aux états financiers

## 11. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le nombre d'actions utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit :

	2011	2010
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice de base par action	66 771	68 780
Effet dilutif des options en cours	477	183
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action	67 248	68 963

Au 29 janvier 2011, un total de 398 options sur actions étaient exclues du calcul du bénéfice dilué par action, celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, du fait que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours moyen des actions durant l'exercice.

## 12. ENGAGEMENTS

Les engagements financiers relatifs aux montants minimaux des loyers à payer aux termes des contrats de location-exploitation pour les magasins, les bureaux, les automobiles et le matériel, ainsi que les montants se rapportant aux ententes d'achat de biens et services qui sont irrévocables et exécutoires pour la société, à l'exclusion des montants supplémentaires établis d'après le chiffre d'affaires, les taxes et autres frais, se chiffrent comme suit :

Exercice devant se clore en	Contrats de location-exploitation des magasins et des bureaux	Obligations d'achat	Autres contrats de location-exploitation	Total
2012	99 614 \$	123 205 \$	4 466 \$	227 285 \$
2013	86 311	926	4 218	91 455
2014	73 965	117	3 440	77 522
2015	62 932	117	2 404	65 453
2016	51 723	–	2 298	54 021
Exercices subséquents	95 398	–	–	95 398
<b>Total</b>	<b>469 943 \$</b>	<b>124 365 \$</b>	<b>16 826 \$</b>	<b>611 134 \$</b>

## 13. FACILITÉ DE CRÉDIT

Au 29 janvier 2011, la société disposait de marges de crédit d'exploitation non garanties consenties par des banques à charte canadiennes, d'un montant pouvant aller jusqu'à 125 000 \$ ou son équivalent en dollars américains. Au 29 janvier 2011, une tranche de 60 888 \$ (53 624 \$ au 30 janvier 2010) de ces marges de crédit d'exploitation était affectée aux fins de lettres de crédit de soutien et de lettres de crédit documentaires.

## 14. GARANTIES

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables obtenues auprès d'institutions financières hautement cotées afin d'indemniser ces tiers advenant que la société manque à ses obligations contractuelles. Au 29 janvier 2011, l'obligation potentielle maximale aux termes de ces garanties s'élevait à 5 060 \$ (5 139 \$ au 30 janvier 2010) et elles viennent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2012. La tranche conditionnelle de la garantie est comptabilisée lorsque la société juge probable qu'un paiement lié à cette garantie doit être versé à l'autre partie au contrat ou à l'autre partie à la garantie. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments. La direction est d'avis que la juste valeur des obligations non conditionnelles dont elle devrait s'acquitter aux termes des garanties advenant des événements ou des conditions spécifiques déclenchant leur réalisation se rapproche des coûts engagés pour obtenir les lettres de crédit de soutien.

# Notes afférentes aux états financiers

## 15. AUTRES INFORMATIONS

- a) L'établissement du bénéfice net de la société tenait compte d'un gain de change de 473 \$ (perte de 231 \$ en 2010).
- b) Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie :

	2011	2010
Soldes bancaires	4 634 \$	4 677 \$
Dépôts à court terme portant intérêt à 0,70 % (0,29% au 30 janvier 2010)	225 400	223 900
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>230 034 \$</b>	<b>228 577 \$</b>
Titres négociables		
Juste valeur	70 413 \$	48 026 \$
Coût	68 108	49 123
Opérations sans effet sur la trésorerie		
Acquisitions d'immobilisations comprises dans les créditeurs et charges à payer	2 819 \$	1 408 \$
Valeur attribuée créditée au capital-actions par suite de l'exercice d'options sur actions	888	655
Sommes en espèces versées au cours de l'exercice au titre de ce qui suit :		
Impôts sur le bénéfice	46 388 \$	31 164 \$
Intérêts	797	850
Revenu de placement		
Actifs financiers disponibles à la vente		
Dividendes	2 640 \$	2 109 \$
Perte réalisée sur une cession	(109)	(794)
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		
Intérêts créditeurs	1 225	677
	<b>3 756 \$</b>	<b>1 992 \$</b>

## 16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La société loue deux magasins de détail qui appartiennent à des sociétés contrôlées par des actionnaires importants de la société. Les baux de ces locaux ont été conclus selon des modalités commerciales semblables à celles des baux qui ont été conclus avec des tiers pour des établissements semblables. Pour l'exercice clos le 29 janvier 2011, la charge locative aux termes de ces baux totalisait environ 190 \$ (197 \$ en 2010).

Au cours de l'exercice clos le 29 janvier 2011, la société a engagé des honoraires de 606 \$ liés à des conseils juridiques généraux et à d'autres types de consultation (474 \$ en 2010) auprès de cabinets de services professionnels auxquels sont associés des administrateurs externes de la société. La société est d'avis que cette rémunération équivaut à celle qui serait versée dans des conditions normales pour des opérations ayant lieu entre des parties non apparentées.

Ces opérations sont inscrites au montant de la contrepartie versée conformément à ce qui a été établi et convenu par les apparentés.

## 17. INSTRUMENTS FINANCIERS

### a) Présentation de la juste valeur

Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment déterminé, selon l'information disponible concernant les instruments financiers. Ces estimations sont de nature subjective et ne peuvent souvent être déterminées avec précision.

La société a déterminé que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme se rapprochait de leur juste valeur aux dates de fin d'exercice, étant donné l'échéance à court terme de ces instruments. La juste valeur des titres négociables est fondée sur les cours publiés sur le marché à la fin de l'exercice, lesquels sont considérés comme étant des données de niveau 1 dans la hiérarchie d'évaluation de la juste valeur. La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie a été évaluée à l'aide des données de niveau 2 dans la hiérarchie de la juste valeur.

Au 29 janvier 2011, la juste valeur de la dette à long terme est de 12 247 \$ (13 045 \$ au 30 janvier 2010), alors que sa valeur comptable est chiffrée à 11 431 \$ (12 731 \$ au 30 janvier 2010).

La juste valeur de la dette à long terme de la société portant intérêt à un taux fixe a été calculée selon la valeur actuelle des versements futurs de capital et d'intérêts, actualisés aux taux d'intérêt en vigueur sur le marché pour des titres de créances identiques ou semblables comportant une durée résiduelle identique.

### b) Gestion des risques

Les informations relatives à l'exposition aux risques, en particulier aux risques de crédit, de liquidité, de change, de taux d'intérêt et de variation du cours des actions, sont fournies ci-après.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque lié à toute perte inattendue attribuable au défaut d'un client ou d'une contrepartie à un instrument financier de respecter ses obligations contractuelles. Les instruments financiers de la société qui l'exposent à des concentrations du risque de crédit sont essentiellement constitués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des débiteurs et des contrats d'options sur devises. La société atténue son exposition au risque de crédit à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en investissant ses liquidités disponibles dans des dépôts à court terme auprès d'institutions financières canadiennes et dans du papier commercial dont la cote n'est pas inférieure à R1. Les titres négociables de la société consistent essentiellement en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes hautement cotées. Les débiteurs de la société consistent essentiellement en des créances sur cartes de crédit contractées au cours des derniers jours de l'exercice et réglées au cours des premiers jours de l'exercice suivant.

Au 29 janvier 2011, l'exposition maximale de la société au risque de crédit à l'égard de ces instruments financiers s'établissait comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie	230 034	\$
Titres négociables	70 413	
Débiteurs	2 866	
	<b>303 313</b>	<b>\$</b>

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est lié à la possibilité que la société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières à leur échéance. Pour gérer le risque de liquidité, la société s'assure, dans la mesure du possible, qu'elle disposera toujours des liquidités nécessaires pour respecter ses obligations à leur échéance. L'échéance contractuelle de la plupart des créanciers est d'au plus six mois. Au 29 janvier 2011, la société disposait de liquidités importantes, soit d'un montant de 300 447 \$ sous forme de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de titres négociables. En outre, la société dispose de facilités de crédit non garanties de 125 000 \$ assujetties à des révisions annuelles. La société a financé les coûts associés à l'addition de magasins au moyen de fonds autogénérés et ses facilités de crédit non garanties servent à financer ses besoins en fonds de roulement saisonniers liés à l'achat de marchandise en dollars américains. La dette à long terme de la société consiste en un emprunt hypothécaire portant intérêt au taux de 6,40 %, venant à échéance en novembre 2017 et garanti par le centre de distribution de la société.

# Notes afférentes aux états financiers

## Risque de change

La société achète une quantité importante de marchandises libellées en dollars américains et, par conséquent, une volatilité importante de la devise américaine par rapport à la devise canadienne peut avoir des répercussions négatives sur sa marge brute. La société prend en compte une combinaison de contrats d'option sur devises dont la durée ne dépasse pas trois mois et des achats sur le marché au comptant pour gérer le risque de change sur les flux de trésorerie se rapportant à ces achats. Un contrat d'option sur devises représente l'option d'acheter des devises d'une contrepartie. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. Pour l'exercice 2011, la société a satisfait à ses exigences en matière de dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au 29 janvier 2011 et au 30 janvier 2010, aucun contrat d'option sur devises n'était en cours.

La société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard de ses instruments financiers libellés en dollars américains, qui, au 29 janvier 2011 étaient constitués principalement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie d'un montant de 93 432 \$ et de créditeurs s'élevant à 853 \$, afin de déterminer dans quelle mesure une variation du cours du change du dollar américain aurait une incidence sur le bénéfice net. Au 29 janvier 2011, une hausse ou une baisse de 10 % de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeurant par ailleurs égales, se serait respectivement traduite par une diminution ou une augmentation de 6 488 \$ du bénéfice net de la société pour l'exercice clos le 29 janvier 2011.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se rapporte à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie de la société, à son régime de retraite à prestations déterminées ainsi qu'à son régime complémentaire de retraite pour cadres dirigeants. Les fluctuations du marché à l'égard des taux d'intérêt se répercutent sur les résultats de la société relativement aux intérêts gagnés sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui sont investis dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques et dans des dépôts à terme auprès des grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial ayant une cote minimale de R1. Le rendement global des marchés des capitaux ainsi que les niveaux des taux d'intérêt ont une incidence sur la situation de capitalisation des régimes de retraite de la société. Tout changement négatif à l'égard des rendements des régimes de retraite et le niveau de taux d'intérêt enregistré depuis la dernière évaluation actuarielle peuvent avoir des répercussions néfastes considérables sur la situation de capitalisation des régimes de retraite et sur les résultats d'exploitation de la société. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garanties disponibles d'au plus 125 000 \$, ou son équivalent en dollars américains, qu'elle utilise pour les lettres de crédit de soutien et lettres de crédit documentaires, et elle finance les montants tirés sur ces facilités à mesure que les paiements sont exigibles. Par conséquent, la société n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt pour ces facilités.

La société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard du risque de taux d'intérêt au 29 janvier 2011 afin de déterminer dans quelle mesure une variation des taux d'intérêt aurait une incidence sur les capitaux propres et le bénéfice net. Pour l'exercice clos le 29 janvier 2011, la société a gagné des intérêts créditeurs de 1 225 \$ sur sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie. Une augmentation ou une diminution de 25 points de base du taux d'intérêt moyen de l'exercice aurait donné lieu à une hausse des capitaux propres et du bénéfice net de 367 \$ ou à une baisse de 317 \$ des capitaux propres et du bénéfice net. Cette analyse prend pour hypothèse que toutes les autres variables, plus particulièrement les taux de change, demeurent constantes.

La société a effectué une analyse de sensibilité au 29 janvier 2011 afin de déterminer dans quelle mesure une variation des taux d'intérêt, relativement aux régimes de retraite de la société, aurait une incidence sur les coûts nets des prestations de la période. Une diminution de un point de pourcentage dans le taux d'actualisation à la fin de l'exercice aurait donné lieu à une augmentation d'environ 3 500 \$ des coûts nets des prestations de la période pour l'exercice clos le 29 janvier 2011, tandis qu'une augmentation de un point de pourcentage aurait entraîné une diminution d'environ 3 100 \$. Le taux de rendement à long terme prévu des actifs du régime de la société témoigne de l'opinion de la direction quant au rendement des placements à long terme. Une variation de 1 % dans ce rendement aurait une incidence insignifiante sur les coûts nets des prestations de la période.

## Risque de variation du cours des actions

Le risque de variation du cours des actions est lié aux titres de capitaux propres disponibles à la vente. La société gère la composition de son portefeuille de placements en titres de capitaux propres selon les attentes à l'égard du marché. Les placements importants au sein du portefeuille sont gérés de façon individuelle et toutes les décisions de vente ou d'achat sont approuvées par le chef de la direction.

La société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard du risque de variation du cours des actions au 29 janvier 2011 afin de déterminer dans quelle mesure une variation du cours des titres négociables de la société aurait une incidence sur les capitaux propres et les autres éléments du résultat étendu. Les placements en titres de capitaux propres de la société consistent essentiellement en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. La société croit que la variation des taux d'intérêt a une incidence sur le cours du marché de ces titres. Une hausse ou une baisse de 5 % du cours du marché de ces titres au 29 janvier 2011 se serait traduite par une augmentation ou une diminution de 2993 \$ des capitaux propres et des autres éléments du résultat étendu pour l'exercice clos le 29 janvier 2011. Les titres de capitaux propres de la société sont assujettis au risque de marché et, par conséquent, l'incidence sur les capitaux propres et les autres éléments du résultat étendu pourrait être, en définitive, plus importante que ce qui est indiqué ci-dessus.

## 18. INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

En matière de gestion du capital, les objectifs de la société sont les suivants :

- s'assurer de disposer des liquidités nécessaires au financement interne des projets d'immobilisations de manière à faciliter son essor;
- maintenir un solide capital de manière à conserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché;
- offrir un rendement adéquat aux actionnaires.

Le capital de la société se compose de la dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins de un an et les capitaux propres. La société affecte principalement son capital au financement des hausses des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de même qu'aux dépenses en immobilisations liées à l'ajout de nouveaux magasins, aux projets de rénovation des magasins existants ainsi qu'aux améliorations apportées aux bureaux et au centre de distribution. La société comble actuellement ces besoins de financement au moyen des fonds autogénérés. La dette à long terme de la société consiste en un emprunt hypothécaire à l'égard du centre de distribution. La société dispose de marges de crédit d'exploitation non garanties qu'elle utilise pour remplir ses engagements à l'égard des achats de marchandises faits en dollars américains. La société n'a aucune dette à long terme, hormis l'emprunt hypothécaire lié au centre de distribution, ce qui fait que le bénéfice net tiré de l'exploitation est disponible à des fins de réinvestissement dans la société ou de distribution à ses actionnaires. Le conseil d'administration ne fixe pas de critères quantitatifs quant au rendement du capital investi à l'intention de la direction, mais il favorise une croissance durable et rentable d'un exercice à l'autre. Trimestriellement, le conseil d'administration revoit aussi le montant des dividendes versés aux actionnaires de la société et surveille les activités du programme de rachat d'actions. La société ne dispose pas d'un régime de rachat d'actions établi et les décisions de vente et d'achat sont prises individuellement pour chaque opération en fonction des cours du marché et des restrictions prévues dans la réglementation. La société n'est pas soumise, aux termes de règles extérieures, à des exigences concernant son capital.

# Administrateurs et membres de la direction

## Administrateurs

**H. Jonathan Birks**  
**Stephen J. Kauser**  
**Max Konigsberg**

**Samuel Minzberg**  
**Jeremy H. Reitman**  
**Stephen F. Reitman**

**Howard Stotland**  
**John J. Swidler**  
**Robert S. Vineberg**

## Membres de la direction

### SOCIÉTÉ

**Jeremy H. Reitman**

Président du conseil et chef de la direction

**Stephen F. Reitman**

Président et chef de l'exploitation

**Pierre Lavallée**

Vice-président directeur

**Eric Williams, CA**

Vice-président - Finance et chef des finances

**Henry Fiederer**

Premier Vice-président

**Diane Archibald**

Vice-présidente -  
Conception et développement de magasins

**Domenic Carbone**

Vice-président - Distribution et logistique

**Doug Edwards**

Vice-président - Marketing et ventes en ligne

**Claude Martineau**

Vice-président - Technologies de l'information

**Isabelle Oliva**

Vice-présidente - Ressources humaines

**Diane Randolph**

Vice-présidente -  
Dirigeante principale de l'information

**Allen F. Rubin**

Vice-président - Exploitation

**Saul Schipper**

Vice-président - Biens immobiliers et secrétaire

**Richard Wait, CGA**

Vice-président - Contrôleur

### DIVISIONS

**Nadia Cerantola**

Présidente - Reitmans

**Stéphanie Bleau**

Vice-présidente - Reitmans

**Donna Flynn**

Vice-présidente - Reitmans

**Bruce MacKeracher**

Vice-président - Reitmans

**Stefanie Ravenda**

Vice-présidente - Reitmans

**Jacqueline Tardif**

Vice-présidente - Reitmans

**Kimberly Schumpert**

Présidente - Smart Set

**Cathy Cockerton**

Vice-présidente - Smart Set

**Sylvain Forest**

Vice-président - Smart Set

**Danielle Vallières**

Vice-présidente - Smart Set

**Isabelle Taschereau**

Présidente - Cassis

**Stéphane Renaud**

Vice-président - Cassis

**Henry Fiederer**

Président - Penningtons / Addition Elle

**Janice Leclerc**

Vice-présidente - Addition Elle

**Jeff Ronald**

Vice-président - Penningtons / Addition Elle

**Rhonda Sandler**

Vice-présidente - Penningtons

**Suzana Vovko**

Présidente - RW & CO.

**Cathryn Adeluca**

Vice-présidente - RW & CO.

**Frédéric Boivin**

Vice-président - RW & CO.

**Fiona Horgan**

Vice-présidente - RW & CO.

**Jonathan Plens**

Président - Thyme Maternité

**Marie Frenneaux**

Vice-présidente - Thyme Maternité

**Fernanda Sousa**

Vice-présidente - Thyme Maternité

# Renseignements corporatifs

# 2011

## Reitmans (Canada) Limitée

### **Bureau de l'administration**

250, rue Sauvé Ouest

Montréal, Québec H3L 1Z2

Téléphone : **(514) 384-1140**

Télécopieur : **(514) 385-2669**

Courrier électronique : **info@reitmans.com**

Site Web de la société : **reitmans.ca**

### **Adresse enregistrée**

3300 Highway #7 West, Suite 702

Vaughan, Ontario L4K 4M3

Téléphone : **(905) 761-2830**

Télécopieur : **(905) 761-8922**

### **Agent des transferts et agent comptable des registres**

Services aux investisseurs Computershare Inc.

Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

### **Symboles boursiers**

LA BOURSE DE TORONTO

**Actions ordinaires**      **RET**

**Actions de catégorie A**

**sans droit de vote**      **RET.A**

An English version of this report may be obtained by writing to the Secretary, Reitmans (Canada) Limited, 250 Sauvé Street West, Montreal, Québec H3L 1Z2



Reitmans  
Smart Set  
RW & CO.  
Thyme  
Cassis  
Penningtons  
Addition Elle

---